

# AFRIQUE ET AGRICULTURE

**« Pour nourrir la Planète,  
le Paysan d'Afrique... Agriculteur du Monde ? »**



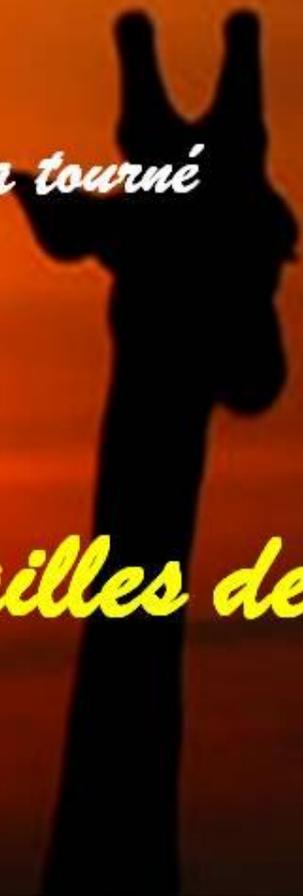
*Un matin, la roue de la Fortune a tourné*



*et ce jour, les semailles de  
l'Afrique...*



*produisent  
les moissons du Monde*



**Afrique et Agriculture**  
**« Pour nourrir la Planète,**  
**le Paysan d'Afrique... Agriculteur du Monde ? »**

**SOMMAIRE**

Préambule	3
Tragiques paradoxes	4
Recherche de solutions	6
La voie des approches agro- écologiques	7
Echec relatif de la diffusion des systèmes agro-écologiques à Madagascar et en Afrique	10
La détresse de l'Agriculture conséquence du « mal africain »	11
Alors quelles perspectives ? Le « mal africain » doit-il et peut-il être traité ?	16
Pourquoi l'Agriculture du Monde a-t-elle besoin d'une Afrique puissante ?	16
« Libérer » l'Afrique et accompagner son essor : comment faire ?	18
L'Afrique grande puissance agricole : que faire ?	21
Conclusions	24
<i>Repères chronologiques personnels</i>	26
<i>Bibliographie</i>	42

# Afrique et Agriculture

## « Pour nourrir la Planète, le Paysan d'Afrique... Agriculteur du Monde ? »

### Préambule

Le présent dossier, qui s'inscrit dans « *l'année de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire* » décrétée pour 2014 par l'Union Africaine, n'est pas une réalisation scientifique pas plus que l'œuvre d'experts reconnus en relations internationales. Il a seulement l'ambition d'être le produit de la réflexion d'un petit groupe de personnes libres (\*), sur les états du monde, notamment dans ses relations avec l'Afrique. Il se veut le témoignage de situations vécues de ces relations faites de plusieurs années de parcours de professionnels convaincus au service des « agricultures du Sud », un regard commun partagé avec femmes et hommes de statuts socio-économiques très diversifiés rencontrés sur les terrains du Pacifique Sud, des Antilles, de l'Océan Indien et Madagascar, de l'Afrique centrale et enrichi de nombreuses lectures d'articles et ouvrages d'analystes et politologues africains et internationaux reconnus.

**Il est né du constat amer du sabotage incroyable de quelques initiatives originales pourtant porteuses de perspectives très réelles de progrès effectif pour les agricultures africaines ; ce sabotage s'est avéré** après réflexion et multiples consultations, **s'inscrire dans le cadre d'une entreprise plus globale de destruction systématique de tout élément de développement d'un continent destiné à l'évidence, en raison des convoitises mortelles suscitées par ses incroyables richesses auprès des grands « pillards » de la Planète, à la soumission aux intérêts « supérieurs » financiers et commerciaux des grandes puissances dominantes de notre Monde.**

La totale inefficience des centaines (milliers) de milliards de dollars déversées en pure perte (taux moyen de pauvreté passé de 11 à 66% entre 1970 et 1998!!!) sur plus de quarante années d'Aide Internationale au titre dérisoirement affiché « de développement » de l'Afrique, atteste si besoin était, de la tragique réalité de cet état de soumission du continent à l'échec et la détresse.

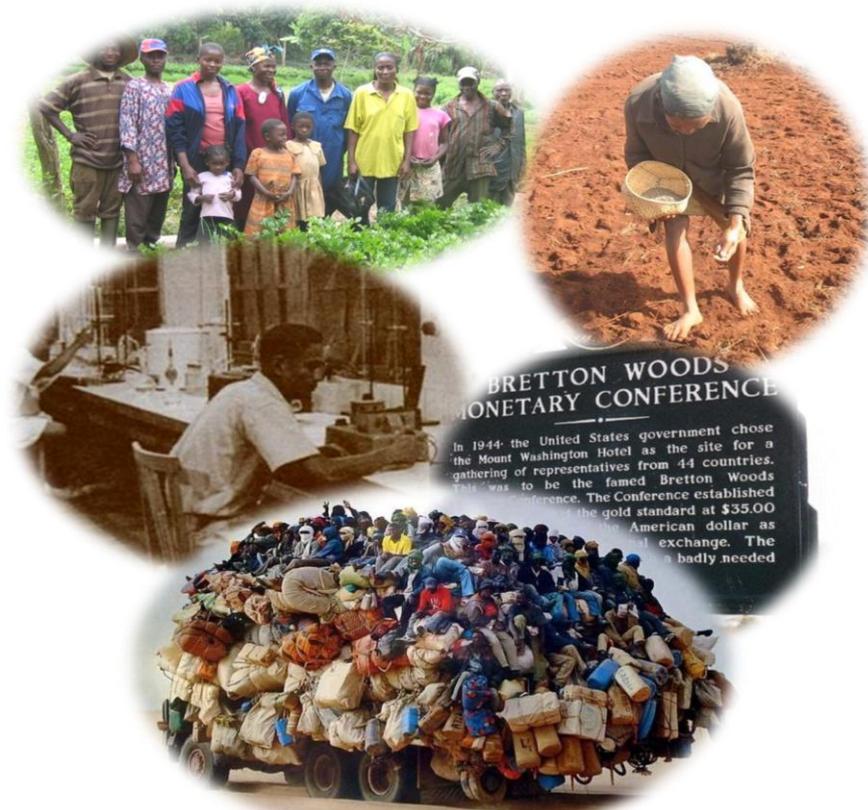
Mais ce dossier se veut surtout **le vecteur de la farouche conviction** de ce qu'aucune situation n'est figée, de ce que les rapports de force sont en perpétuelle évolution, en un mot, **de ce que « la Roue de la Fortune » finit toujours par tourner.**

S'agissant plus spécifiquement de l'Afrique et de son Agriculture, cette modeste analyse est porteur d'une très ferme espérance, reprenant en cela l'ambition affichée par le NEPAD, que si « **aujourd'hui l'Afrique vit de l'Agriculture du Monde** », dans un très proche avenir, c'est « **la Planète qui va vivre de l'Agriculture de l'Afrique** » ; cette positive évolution est en effet la seule à devoir permettre de répondre à l'impérative obligation pour l'Homme, face à la chute annoncée de la productivité des agricultures du Nord sous la double pression de phénomènes économiques (abandon forcé des colossales subventions à la production en Europe et aux USA) et éco-climatiques (effets des changements climatiques) d'identifier en urgence les seules alternatives susceptibles d'assurer la survie alimentaire gravement menacée de l'humanité, dans ses composantes d'exigence qualitative et quantitative ainsi que de durabilité des ressources et des milieux, et ce pour le plus grand bienfait et du continent africain et du reste du Monde.

Il rejoint en ce sens les analyses, ouvrages et publications fort heureusement de plus en plus nombreux, d'observateurs africains et extérieurs au continent, qui tout à la fois dénoncent un système d'Aide Internationale généreux dans sa conception mais malheureusement très rapidement perverti et qui de fait se nourrit des misères soigneusement entretenues du continent africain en leur qualité de fonds de commerce de ce système, et portent avec conviction et compétence un **plaidoyer argumenté fait de l'ambition d'accompagner l'Afrique dans son vital repositionnement comme puissance agricole majeure de la Planète.** Ce repositionnement sera d'abord le fruit de la volonté des africains eux-mêmes, valorisant, à partir du modèles d'expériences réussies et d'une histoire contemporaine faite d'initiatives d'agricultures originales, les formidables potentialités de leur continent.

(\*) Ce document est le fruit d'échanges avec plusieurs personnes et notamment, **Hervé BICHAT**, ingénieur du GREF et ancien DG du CIRAD, **Professeur Germain KANSCI** de l'Université Yaounde I, **Docteur Engelbert MBOA** Chargé de Communication au Ministère de l'Economie et des Finances du Cameroun, **Emmanuel NGUILE**, Président de la Fédération des Planteurs de Cacao de la Région de Bafia au Cameroun et expert NEPAD.

# Agriculture africaine



BRETTON WOODS  
MONETARY CONFERENCE

In 1944 the United States government chose the Mount Washington Hotel as the site for a gathering of representatives from 44 countries. This was to be the famed Bretton Woods Conference. The Conference established the gold standard at \$35.00 American dollar as exchange. The badly needed

# Tragiques paradoxes

# **Afrique et Agriculture**

## **« Pour nourrir la Planète, le Paysan d'Afrique... Agriculteur du Monde ? »**

### **TRAGIQUES PARADOXES**

#### **1. L'Agriculture réalité vitale**

Dans tous les pays d'Afrique, **le secteur rural est un secteur vital**, représentant **17% du PIB** pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne,; c'est lui qui assure l'essentiel de l'**emploi (de 50 à 80%)**, une grande partie de **la couverture des besoins alimentaires** des populations, une bonne part des **revenus d'exportation** (moyenne de **17 %**) ainsi que de production des **matières premières pour les industries**.

#### **2. En dépit de nombreux succès reconnus, l'Agriculture, secteur en détresse !**

Et pourtant, en dépit de la réussite de nombreuses filières de production (cacao, café, coton, banane-export...), **ce secteur reste tragiquement sinistré**, pauvreté (70% des pauvres vivent dans les zones rurales) et sous nutrition de ses populations (200 millions de personnes souffrent de sous- alimentation chronique), sous- équipement (seules 7% des terres arables sont irriguées) et dégradation de son environnement constituant des caractéristiques malheureusement largement partagées.

#### **3. Quelques explications à cette détresse**

Pour les agronomes, la cause fondamentale résiderait dans un **niveau tragiquement bas de la productivité des exploitations agricoles africaines** : par rapport au travail fourni par le paysan sur sa parcelle, le produit recueilli est dramatiquement pauvre...Les raisons à cet état de fait sont multiples :

Un milieu naturel aux **pressions** très contraignantes (climats très contrastés entre les zones désertiques les plus chaudes et les forêts pluviales les plus humides, avec des pluviométries extrêmes allant de quelques dizaines de mm à 5.000 mm) , la **grande solitude du paysan** privé de fait de l'accès à des circuits économiques organisés tant en amont (infrastructures de transport déficientes, très faible recours aux intrants – 23 kg/ha contre 151 en Asie) qu'en aval (moyens de stockage et de conditionnement sommaires – 40 à 60% de pertes à la récolte), des **pratiques agricoles maladroites** et un recours souvent excessif à feu et déforestation constituent autant de causes directes à cette très faible productivité moyenne de l'agriculture africaine.

Aussi dans le même temps où la population s'accroît, l'espace agricole utile se réduit et le milieu évolue alors vers des schémas de dégradation, érosion forte et désertification.

Enfin il ne faut pas oublier le relatif « **oubli** » de l'**Agriculture** dans les **priorités des politiques publiques** africaines.

## RECHERCHE DE SOLUTIONS

### 1. 1920 à 1975 – Patiente recherche de solutions techniques

De tous temps, responsables politiques, développeurs, agronomes, villageois et chercheurs se sont ingénies à identifier les causes de cette situation et tenter d’y apporter des remèdes. De ce fait, **de très nombreux travaux et expériences ont été conduits dans plusieurs pays africains** entre les années 1920 et 1975, véritables références mondiales de l’agronomie tropicale en terme de recherche et d’application de solutions au titre de **lutte contre l’érosion**, pour le **redressement de la fertilité** des sols et **la productivité** des cultures. **Certains pays, comme Cameroun, Côte d’Ivoire ou Madagascar, sont de véritables sanctuaires** dépositaires d’un **patrimoine scientifique historique** unique en la matière.

Toutefois, les impacts des indépendances et des chocs pétroliers aggravant ce fait ( engrais devenus hors de portée des paysans ), **les traces sur le terrain de ces travaux conséquents sont restées bien discrètes**, très peu des alternatives proposées alors n’ayant fait l’objet d’adoption significative par les ruraux, pauvreté des populations et dégradation des milieux restant des réalités de plus en plus pressantes

### 2. A partir des années 1975 – Exploration de solutions politiques

A l’image du Plan Marshal qui avait permis à l’Europe sortie de guerre de se reconstruire, les grandes puissances ont décidé vers les années 1975 de mettre en place un **Plan de redressement de l’Afrique reposant sur une Aide internationale significative : pilotés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International**, ont alors vu le jour **les Plans d’Ajustement Structurel** puis *les Plans de Réduction de la Pauvreté et de Croissance* affichant l’ambition de consolider les états nouvellement indépendants au travers d’une plus grande rigueur dans la gestion (réduction des dépenses publiques), d’un désengagement des pouvoirs publics du secteur productif et de l’instauration du libre échange ( ouverture des frontières, privatisations du secteur industriel...).

A l’inverse de la prospérité espérée et de l’amélioration des conditions de vie des populations et des populations rurales en particulier qui avait été visées, **ces Plans se sont traduits malheureusement par une forte paupérisation des populations** (quasi disparition des classes moyennes), une **déstructuration grave des services publics de base**, le **démantèlement du patrimoine industriel** des pays, une sévère acculturation avec explosion d’une **corruption généralisée**... S’agissant du **secteur rural**, la situation a été encore plus gravement ressentie, le libéralisme imposé se traduisant par une ouverture mal maîtrisée des frontières à une grande diversité de produits alimentaires venant concurrencer une production locale non protégée, et l’accès impossible des paysans à des intrants non subventionnés, **provoquant misère des populations et dégradation encore plus forte des espaces ruraux**.

### 3. Vers les années 1990 – La formidable alternative venue du Brésil

Dans ce contexte d’échec, **une alternative prometteuse** car porteuse de multiples éléments de redressement durable de la productivité des agricultures du Sud, **est née vers les années 1970 dans les Etats agricoles du Brésil**, de l’initiative de fermiers- pionniers, brésiliens et migrants européens et asiatiques : pris sous la pression de milieux très contraignants s’exprimant notamment par les effets dévastateurs des érosions éoliennes et pluviales menaçant à court terme la survie de leurs exploitations, ces derniers, sans se concerter, ont inventé de fait de façon très pragmatique, une **Agriculture radicalement « différente »** du système conventionnel avec labour sur lequel tous fonctionnaient. **Cette alternative devait toucher l’Afrique vers les années 1989/1990.**

## *Alternatives agro-écologiques*



## *Promesses contrariées*

## LA VOIE DES APPROCHES AGRO- ECOLOGIQUES

### 1. Le modèle brésilien « d'Agriculture différente »- Le « semis direct » ou Systèmes sans labour sur couvertures végétales .

Cette « agriculture différente » reposait en fait sur les éléments très simples suivants :

- ✓ Le labour étant considéré comme directement responsable des effets sévères des érosions sur un sol ainsi mis à nu, **le sol n'est plus travaillé,**
- ✓ Par contre, il est **maintenu en permanence sous la protection d'un couvert végétal total,** « couverture morte » dans un premier temps (résidus secs de culture, pailles) puis « couverture vive » soit un pâturage installé sur la parcelle à protéger,
- ✓ **Les cultures à pratiquer** (soja, riz blé, maïs) **sont ensuite installées au travers du couvert végétal, par « semis direct »** réalisé à l'aide d'outils spécifiques (semoirs ajustés au mode de culture, manuel, attelée, mécanisée) ou d'outils plus conventionnels (bêche, houe)
- ✓ Les systèmes de culture sont ensuite constitués de **multiples combinaisons entre plantes cultivées et plantes de couverture,** conduites soit en association, soit en succession

Ces systèmes de culture « **sans labour, par semis direct sur couvertures végétales** », ont généré, par rapport aux attentes des fermiers-pionniers , de rapides et multiples effets positifs:

- ✓ Un contrôle quasi-total des érosions, les couverts assurant une protection permanente des sols,
- ✓ Un redressement rapide, progressif, significatif et durable de la productivité des cultures, cette dernière reposant sur la forte amélioration de la fertilité des sols, sous l'effet des couvertures assurant tout à la fois amélioration de la structure par leurs racines remontant par ailleurs des horizons inférieurs éléments nutritifs et eau, fixation de l'azote atmosphérique, rechargement du sol en matière organique et réactivation spectaculaire de la vie biologique, contrôle des adventices et certaines pestes animales,
- ✓ Une très nette diminution de la durée et la pénibilité du travail et une réduction conséquente des dépenses en énergie sur l'exploitation
- ✓ Une diversification de fait des productions sur l'exploitation avec notamment une meilleure intégration Agriculture/élevage, ainsi qu'une amélioration de la composition minérale et des propriétés organoleptiques des produits récoltés.

Ces systèmes reposant en fait sur d'heureuses combinaisons entre plantes, **ont constitué les fondements d'une Agriculture radicalement « différente »**, dont la **promotion a imposé de profondes mutations : mutations techniques et scientifiques** puisqu'obligeant à une totale relecture de tous les fondements scientifiques de la production agricole mais offrant en contre partie à la Recherche, l'**opportunité de champs nouveau très larges de prospection encore inexplorés** (obligation de ne plus raisonner par référence au « sol », mais au couple «sol /plante de couverture ») , **mutations institutionnelles et réglementaires**, et surtout, **mutations technologiques**, avec mécanisation adaptée (abandon du labour et mécanisation adaptée – rouleaux, semoirs, épandeurs), génétique et chimie ajustées (sélection de plantes de couverture, retardateurs de croissance, pesticides organiques)

Ces systèmes, construits sur la parcelle puis s'inscrivant au cœur de l'exploitation et à l'échelle des terroirs, enrichis dans l'action au gré des apports des praticiens, puis de l'engagement de la Recherche et du milieu industriel, ont connu au Brésil entre les années 1990 et 2000, une véritable **explosion des surfaces concernées**, passant de 1 à 16 Millions d'hectares.

Aujourd'hui, le « semis direct brésilien » concerne plus de **50 Millions d'hectares en Amérique latine dont 25 au Brésil.**

## 2. La formidable expérience malgache ou le défi de l'ajustement du modèle « brésilien » à l'échelle des exploitations familiales africaines

Dans les débats internationaux conduits sur la situation préoccupante de l'Agriculture africaine, l'idée d'ajuster à l'échelle des petites agricultures familiales d'Afrique le modèle brésilien de « semis direct » a été portée par une petite équipe d'agronomes français de l'institution IRAT (devenue par la suite partie du CIRAD), engagée sur la formidable aventure brésilienne, proposition formulée à Madagascar en 1989 par Lucien Seguy, chercheur de l'IRAT/Brésil, l'un des animateurs de cette aventure..

Le défi a été relevé par une poignée d'agronomes malgaches talentueux, qui accompagnée par le CIRAD, s'est organisée en ONG (TAFA), s'inscrivant au cœur d'un petit groupe d'opérateurs nationaux motivés (le GSDM) et s'engageant sur un dispositif géographique multi local représentatif des principales situations africaines (concernant plus de 300 ha en 2005), sur une démarche de recherche action simple de création en continu de systèmes de culture adaptés aux milieux agricoles de la Grande Ile et d'activités multiformes de formations multi-cibles sur la maîtrise de la connaissance et la pratique de ces systèmes.

Ce travail s'est concrétisé tout au long des 15 années de l'aventure, par la proposition d'une large panoplie de réponses adaptées au traitement des principales préoccupations du développement agricole du pays :

- ✓ systèmes à hauts niveaux de productivité et systèmes « mini- intrants », systèmes rizicoles diversifiés, intensifs et durables pluviaux et à maîtrise d'eau aléatoire, systèmes assurant productions alimentaires et revenus en zones de savane, systèmes diversifiés intégrant arbre et animal dans l'exploitation.
- ✓ un grand nombre d'alternatives très concrètes a été proposé en réponse à quelques préoccupations environnementales majeures, tel le traitement de la pratique de la « défriche- brûlis », la reconquête des vastes espaces vides considérés comme « infertiles », le contrôle de pestes végétales (striga) et animales...

De plus, et sur l'ensemble du dispositif, la diversité des impacts de ces systèmes sur sols, cultures, milieux a pu faire l'objet d'observations et mesures par de nombreuses équipes scientifiques et universitaires, à Madagascar et à l'international, avec une forte implication du CIRAD et de l'IRD et les appuis financiers du FFEM, permettant notamment de mettre en évidence une étonnante capacité d'épuration chimique.

## 3. La promotion des systèmes agro- écologiques à Madagascar et en Afrique

Les résultats enregistrés tout au long de l'expérience malgache et sur les diverses régions concernées a incité responsables publics, financiers et opérateurs à s'engager sur l'ambition d'assurer une large promotion à ces systèmes prometteurs. De fait, nombreux ont été les programmes et financements mis en place au titre de cette promotion dans le pays et à l'international (Afrique et Asie) ; la démarche a été « appropriée » par diverses institutions internationales (CIMMYT, IITA, GTZ, FAO), et a inspiré l'appellation « d'Agriculture de Conservation » sous laquelle cette démarche d'agriculture « différente » est aujourd'hui reconnue (FAO).

Sur Madagascar, stratégie nationale, instances spécifiques, programmes de formation, implication de la communauté scientifique, projets financés ont été organisés dans le but d'assurer une large diffusion à ces systèmes de culture « nouveaux » et prometteurs.

## L'ÉCHEC RELATIF DE LA DIFFUSION DES SYSTÈMES AGRO- ECOLOGIQUES A MADAGASCAR ET EN AFRIQUE

### 1. Echec relatif des stratégies de diffusion : état en 2010

Las, au-delà de quelques systèmes simples relativement bien accueillis par les agriculteurs (Riz pluvial sur Stylosanthes, Maïs sur Dolique, Pois de terre sur chiendent desséché, Manioc et Brachiaria), **la diffusion de ces systèmes n'a concerné que quelques milliers d'hectares** et depuis deux années on assiste même à un recul de ces surfaces, **la trace, déjà très faible de ces systèmes sur les paysages, ayant même tendance à s'effacer.**

Plus généralement, la **diffusion engagée sur le continent africain à partir de la fin 1999** a connu le même résultat : très peu de diffusion en petit paysannat, et **transposition très discrète** du modèle « brésilien » au travers d'essais à la réussite relative, d'implantation **de quelques grandes fermes mécanisées** dans le cadre des coopérations construites entre le Brésil et des pays comme **l'Angola et le Mozambique.**

### 2. Tentatives d'explication de cet échec

**Sur Madagascar**, les raisons à ce relatif échec sont multiples, mises en évidence par les divers experts « neutres » mobilisés par les responsables nationaux : excessive **complexité des systèmes** proposés aux praticiens, **performance économique de ces systèmes non validée** et non affichée, nombreux **blocages d'ordre culturel, social et économique induits par le choix du petit paysan pauvre** comme cible exclusive des programmes de diffusion ont ainsi été relevés par ces experts.

A cela, il faut ajouter **le niveau de compétence trop insuffisant des opérateurs retenus** pour la diffusion (l'ONG TAFE, seule détentrice de fait des véritables compétences, ayant tragiquement été écartée des dynamiques de diffusion et de financements !), ces opérateurs n'ayant eu comme **unique motivation que la captation et l'exécution des financements conséquents** attachés à la promotion de la démarche.

**Plus globalement, les explications à cet échec, sont plus complexes :**

- ✓ **Les querelles intestines de l'agronomie mondiale**, l'équipe portant une approche « nouvelle » étant l'objet des autres d'un véritable harcèlement, sommée en permanence de donner des gages de la validité scientifique de sa démarche...
- ✓ **Les « réserves » d'une Recherche à la traîne** (les novations étant la plupart du temps portées par des praticiens - professionnels, industriels) et **toujours « sceptique »**, la non validation d'une démarche « nouvelle » par la communauté scientifique constituant un obstacle à sa légitimation politique,
- ✓ **La logique « commerciale » de l'Aide au Développement** : les grands problèmes du Sud mobilisent la générosité laquelle alimente l'Aide internationale : face aux financements conséquents de cette Aide s'est positionnée une foultitude d'opérateurs formatés pour capter ces financements. Pour eux, **les « problèmes » constituent un formidable Fonds de Commerce » et tout porteur de « solution » est considéré comme une menace directe sur ce « fonds de commerce »** : de ce fait, **toute solution est farouchement « effacée »** de la Mémoire et rejetée dans la poubelle de l'oubli,
- ✓ Enfin, **la pression du lobby des agro- industries**, enfermé dans sa logique de consolider un existant lucratif

### 3. Conclusion provisoire – Echec global des diverses tentatives de solution à la détresse de l'Agriculture africaine

De fait, le constat posé aujourd'hui sur le paysage du secteur agricole d'Afrique, fait d'échecs répétés des diverses tentatives de recherche de solutions, est désespérant : pauvreté des populations et dégradation persistante des milieux restent des caractéristiques constantes. En fait, **les causes profondes** de cette situation d'échec, doivent être recherchées dans un « **mal africain** » **systémique, responsable de la vanité de tous les efforts entrepris de redressement global du continent.**

## Le « mal africain »



## L'Afrique dans le Piège

## **LA DETRESSE DE L'AGRICULTURE CONSEQUENCE DU « MAL AFRICAIN »**

*Pour de nombreux observateurs qualifiés, les raisons de la situation de relative misère de l'Afrique et en particulier son Agriculture, sont beaucoup plus profondes, et à mettre sur le compte de la position consensuelle plus ou moins tacite des grandes puissances dominant pour l'heure le fonctionnement de la Planète, à maintenir le continent dans une forte dépendance et soumission à leurs intérêts politiques, financiers et commerciaux .*

### **1. L'Afrique prisonnière du piège construit par les « pillards » de la Planète convoitant ses multiples richesses**

De très nombreux observateurs, africains et étrangers, politicologues, économistes, financiers, universitaires, agronomes, professionnels et industriels se sont depuis de très longues années penchés sur la situation africaine, et des analyses très pertinentes ont été produites permettant de tirer des enseignements extrêmement utiles. Pour la majorité de ces observateurs, **le « mal » de l'Afrique vient de ses multiples et colossales richesses naturelles , lesquelles ont de tous temps, suscité la convoitise des « pillards » de la Planète : ces derniers, surtout depuis les indépendances, et ce avec l'appui « des acteurs de l'ombre », officines diverse, réseaux de pouvoir, d'influence, d'argent, de commerces, ont de fait enfermé l'Afrique dans un « Piège » mortel, qui permet à ces « pillards » d'exploiter à leur guise au moindre coût pour eux, les richesses du continent.**

### **2. Les divers éléments du « mal africain » composant ce piège mortel**

Ce « Piège » mortel est fait de multiples éléments qui se conjuguent, constituant autant **d'éléments du « mal profond »** qui paralyse l'Afrique :

**Les éléments « violents », Il s'agit essentiellement du déclenchement et l'entretien de conflits armés « interethniques » ou « interreligieux », avec coups d'Etat, « rébellions », « milices », guerres civiles et enfants- soldats (voir RCA, RDC, Darfour, Mauritanie...).** Enfants armés de lance-rockets témoignent du fait que ces « conflits » servent des intérêts bien précis : de fait, les « pillards » sont gagnants sur tous les tableaux, vendant les armes à l'ensemble des belligérants (dépense de près de 18 Milliards de dollars par an) et profitant des désordres ainsi créés pour organiser le pillage des richesses convoitées, puis gérant les « business » de l'humanitaire, de l'aide alimentaire, et des programmes de reconstruction ...

**Il s'agit aussi de « l'accaparement » par la force, la ruse et la complicité des administrations locales « achetées », de vastes superficies de terres (près de 4 millions d'ha pour Madagascar) aux fins affichées de projets agro-industriels à forts impacts sociaux et économiques, mais un accaparement très souvent construit aux fins non avouées de s'assurer le contrôle des formidables ressources minières de ces terres.**

**Les éléments plus insidieux. Il sont les plus nombreux , au premier rang desquels, les diverses expressions de l'Aide Publique internationale.**

✓ **les accords de coopération et diverses conventions de financement** multi et bilatérales

Aujourd'hui on connaît, à la faveur de nombreux documents , la **finalité non avouée des Programmes d'Ajustement Structurels** censés redresser et consolider les économies naissantes des pays d'Afrique (et autres) venant d'accéder aux indépendances, mais qui portés par l'Administration Reagan, **ont consisté en fait à assurer la totale soumission de ces économies en devenir, aux intérêts financiers et commerciaux de l'Oncle Sam** au travers de mesures imposées de libéralisme « sauvage » :

ceci explique à posteriori que la quasi-totalité de ces PAS, pourtant portés par les experts les plus brillants, ait constitué autant d'échecs par rapport aux objectifs affichés (taux moyen de pauvreté de l'Afrique passé de 11% à 66% entre 1970 et 1998!)

Par ailleurs, ces accords de financement tels qu'ils sont structurés, génèrent des effets directs très pervers pour les Etats « bénéficiaires » : ils nourrissent leur **endettement persistant**, les **privent de leur souveraineté** par le jeu des **contreparties nationales**, (la somme des engagements pris par l'Etat vis-à-vis des multiples financements négociés avec ses partenaires extérieurs excédant la plupart du temps les enveloppes budgétaires des départements concernés, elle les prive de ce fait de toute capacité propre d'intervention et réduit les programmes agricoles par exemple de ces Etats au grand désordre de la multitude des « projets » financés sur ces conventions par la diversité des « donateurs »), et sont à l'origine très directe de **l'engagement progressif et insidieux des dirigeants** du continent sur la voie de la **quête d'un profit personnel facile** (par la pratique « officielle » des enveloppes versées aux dirigeants africains appelés à honorer de leur présence la large diversité des événements –ateliers, inaugurations- organisée en continu dans le cadre de l'exécution des programmes ainsi financés)

Enfin, cette Aide au Développement est **centrée sur de l'institutionnel**, très peu sur de l'opérationnel et elle est **mise en œuvre quasi exclusivement par des opérateurs étrangers** (formatés pour capter les financements négociés par les états « bénéficiaires », ils ont l'art d'exécuter ces derniers en prenant bien soin de ne jamais porter de solution mais au contraire d'entretenir les problèmes constituant leur fonds de commerce). Enfin, chaque bailleur ayant « ses » opérateurs (les américains privilégient les partenariats avec ABT Consultant, Chemonics Associated, CatholicRelief Services, les français avec AGRISUD, AVSF, BRL, CIRAD...) les financements retournent très souvent via ces opérateurs, vers le pays « donateur » (90% de l'aide américaine !)

#### ✓ **Les effets de l'explosion des églises dans les villes africaines :**

**Ces « églises », dont le nombre a explosé** sur les 15 dernières années dans la plupart des villes africaines, y constituent des **refuges accueillants pour des citoyens de plus en plus dans le désarroi**. Au-delà de quelques initiatives privées nationales très lucratives et une appropriation par quelques dirigeants politiques les utilisant comme outils de domination, elles sont en réalité très souvent, les **filiales de « multinationales » dont le siège est « au Nord »** et dont la prolifération est justifiée au nom d'une lutte jugée vitale contre la poussée de l'Islam sur le continent : de fait véritables « pompes à cervelles et à finances », elles constituent une **forme non négligeable d'influence** et « d'esclavage spirituel » de populations urbaines fragiles, auquel s'apparente quelque peu, **l'essor impressionnant d'un PMU « africain »...**

#### ✓ **La pression au « bon comportement environnemental »**

Elle est **exercée par les ONG internationales patentées** sur les gouvernants africains et les incitant à une **course effrénée aux « Aires protégées »** (voir le IIème. Sommet des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale du 05/02/2005 au cours duquel ces ONG ont distribué des Diplômes de « Bonne Conduite Environnementale » aux dirigeants justifiant du meilleur taux de couverture en Aires Protégées de leur Territoire national) : justifiée par l'intérêt d'assurer la préservation de ressources naturelles rares, **ces Aires, gérées de fait sous la dépendance directe d'une gouvernance internationale** ( les ONG « patentées » , notamment WWF et UICN) **sont implantées en réalité sur des zones à sous-sol très riches**, et constituent de fait **de véritables « garde-mangers » au profit des grandes entreprises minières multinationales**, dont ONG et divers autres acteurs « extérieurs » (Universités étrangères, Corps de volontaires) assurent pour leur compte une surveillance rapprochée très stricte..

Voir le dossier de la mise en exploitation du gigantesque gisement de minerai de fer de Belinga au Gabon (estimé à plus d'un milliard de tonnes) assurée par le « déclassé » au grand dam des ONG patentées par l'Administration Bongo, de l'Aire Protégée du même nom, exploitation confiée à des entreprises ...chinoises.

✓ **Autres éléments insidieux du « Piège »,**

**L'affaiblissement sanitaire des populations** (SIDA, paludisme- responsable de pertes économiques évaluées à 12 Milliards de dollars par an, maladie du sommeil), les **obstacles au rapprochement inter- africain** (coûts des télécommunications et du fret aérien entre pays, frontières fermées, « barrages policiers » sur les routes...), **la marginalisation des élites intellectuelles** africaines, souvent sous « asservissement économique », les effets **d'une mondialisation à sens unique** constituent autant d'autres éléments du « Piège » .

✓ **Éléments de « Piège » construits par les africains eux-mêmes**

De nombreux actes et pratiques posés par les Africains eux-mêmes, constituent des éléments non négligeables de ce « Piège ».

Ainsi en est-il de la **braderie des richesses nationales au profit de leurs intérêts personnels** par des dirigeants « complaisants » à l'endroit de partenaires étrangers, très actifs dans leur maintien à la tête de leur pays, **de l'utilisation des traditions et féodalités coutumières** pour l'asservissement et l'appauvrissement des populations , de la pratique quotidienne d'une **corruption multiforme**, de la **pression** souvent **négative**, des **systèmes sociaux traditionnels** pouvant imposer la soumission de l'individu à son « village »,

De même la très grande **disparité de comportement entre les classes de population** : la farouche **détermination** de la poignée des « **tenants du pouvoir** » à **préserver leur main mise sans partage** sur les ressources du pays et la « frilosité » d'opérateurs privés attachés à protéger à tous prix leurs « chasses gardées » d'un côté, **la passivité, le sentiment d'impuissance, la résignation**, le désespoir et la soumission à tout assistanat **de la grande majorité** de l'autre,! En vrac et comme ailleurs, mauvaise gouvernance, despotisme, népotisme, **impunité** et la démobilisation d'**une jeunesse qui face aux difficultés du Réel, se réfugie souvent dans le « virtuel »...**

✓ **Enfin, l'image très négative portée sur l'Afrique par la quasi-totalité des médias :**

**Véhiculant un afro-pessimisme persistant, cette « image »,** faite d'un affichage insistant des principaux maux affectant l'Afrique ( SIDA, misère, famine, désertification, corruption...) **est à l'origine très directe du découragement** d'une grande partie des populations, et nourrit la **fuite des cerveaux** (de très nombreux jeunes africains se retrouvent dans les universités du Monde, tandis qu'un très grand nombre de brillantes personnalités du continent siègent dans les plus prestigieuses institutions internationales) , **des capitaux** (l'évasion fiscale africaine a été évaluée à plus de 38,5 milliards de dollars entre 2008 et 2010, tandis que dans la plupart des missions étrangères visitant les capitales africaines, il est un expert dont le mandat est d'orienter les investissements « privés » dans le pays « visitant », des dirigeants du continent - pour les USA, la *Byant Trust Limited*) **et des hommes** (**l'émigration « sauvage »,** constituant une autre forme de véritable « traite » d'esclaves)

### **3. Les effets du piège : misère du monde agricole, exode rural et déséquilibres alimentaires**

Les effets de ces divers éléments du « Piège » sont désastreux : **misère du monde agricole, exode rural, explosion anarchique des grandes villes, pressante demande en nourriture, recours massif aux importations alimentaires et à l'Aide Alimentaire Internationale**, elle-même un énorme « agro-business » pour le Nord, favorisé par les catastrophes naturelles et catastrophes « provoquées » (**HAARP** ou « *High Frequency Active Auroral Research Program* » - programmes de manipulation des phénomènes météorologiques développés à des fins stratégiques par l'US Army autour de la Station de Gakona en Alaska , du temps de la guerre froide), conflits armés induisant d'importants déplacements de populations en détresse, avec comme résultat, fatalité, pauvreté et misère, désolation.

*L'Afrique « emprisonnée »*



*Impérieuse obligation de la libérer*

## **QUELLES PERSPECTIVES ? LE « MAL AFRICAIN » DOIT-IL ET PEUT-IL ETRE TRAITE ?**

L'Agriculture africaine est-elle condamnée au désespoir, au dénuement, à la dégradation définitive de ses milieux, à une éternelle soumission aux « développeurs de futurs durables » ? **Tout cela au nom de « la raison du plus fort » ?**

**N'y a-t-il aucune perspective d'évolution et la situation actuelle est-elle définitivement figée, comme semblent en être convaincus nombre d'experts et analystes du Futur ?** Ainsi en est-il des auteurs d'ouvrages sur l'avenir de la Planète en 2050 qui ne voient dans l'Afrique que le « *un Milliard de bouches supplémentaires à nourrir* » et tandis que pour le Directeur scientifique de l'INRA « *une orientation des marchés mondiaux ... (à prévoir pour le futur sera...) toujours dans le même sens, en provenance des pays du Nord et à destination de l'Afrique* »

**Et si la roue tournait ? Aujourd'hui l'Afrique se nourrit de l'Agriculture du Monde, mais pourquoi le Monde ne se nourrirait-il pas un jour, de l'Agriculture d'Afrique ?**

## **POURQUOI L'AGRICULTURE DU MONDE AURAIT-ELLE BESOIN D'UNE AFRIQUE PUISSANTE ?**

**Quels pourraient être les forces susceptibles de faire tourner la Roue de la Fortune en faveur de l'Afrique et au nom de quels intérêts les Grands du Monde pourraient-ils être engagés dans le même sens ?**

D'abord, s'agissant des **éléments « africains »**, la **pression de la formidable soif de vie des populations africaines et leur espérance un peu folle de Futurs meilleurs**, notamment une confiance obstinée dans l'école et la scolarisation de leurs enfants, ainsi que la volonté des acteurs du secteur privé africain à s'ouvrir un peu plus à la concurrence et aux partenariats extérieurs

**Ensuite, et s'agissant des éléments « extérieurs**,

**Il y a de très solides raisons pour que nous fassions tout pour que la Roue tourne, et cela bien au-delà de la recherche d'un accès privilégié à d'abondantes ressources naturelles :**

- ✓ les liens de l'Histoire, assurément,
- ✓ un **devoir de solidarité** envers des populations en détresse, certes,
- ✓ la **pression des « grandes peurs »**, **invasions migratoires**, catastrophes écologiques,
- ✓ mais surtout, **deux très puissantes motivations** : une **très urgente détermination à s'opposer à la tragique poussée des extrémismes et du terrorisme** au travers d'un engagement effectif et total sur le traitement de la détresse des populations africaines, terreau de l'essor explosif des fanatismes « religieux » et **germe d'un « raz-de-marée » inévitable de migrations violentes et meurtrières faites de hordes affamées et ...armées** (les armes que nous leur distribuons allégrement !) ... et enfin, un **très urgent sursaut de simple survie collective** ... La population du Monde explose, ses besoins alimentaires sont en forte croissance, et notre Agriculture mondiale s'essouffle, confrontée à de multiples concurrences, en devoir de lutter énergiquement contre pertes à la récolte, gaspillages et répartitions inégales des denrées alimentaires, et obligée à de très importants gains de productivité

**Notre Agriculture intensive du Nord**, face à ses délires et ses impacts mortels sur milieux et populations, **ne survit sous la pression du lobby des agro- industries, que grâce aux colossales autant que scandaleuses subventions** extorquées de la poche du contribuable. **Notre agriculture est condamnée à terme par la misère de ce contribuable ...**

Par ailleurs, **l'obligation d'une très vitale anticipation des effets des changements climatiques** : Réchauffement ou Refroidissement dans les deux cas, **les changements climatiques en cours**, vont **avoir pour effets directs, de graves perturbations de la productivité de l'Agriculture du Monde** et la menace de très graves déséquilibres alimentaires au niveau de la Planète !

Ces deux éléments majeurs d'évolution à anticiper, imposent à l'Humanité **une très impérieuse nécessité d'identifier en urgence des alternatives de très fort accroissement de productivité, accroissement construit dans la durabilité des systèmes et des milieux, ainsi que d'aménagement harmonieux des espaces ruraux africains, seul gage de stabilité des dynamiques migratoires !**

**l'Agriculture au Nord malade, le Monde va devoir, pour sa survie, accompagner l'émergence d'une Agriculture puissante au Sud et en particulier en Afrique :**

- ✓ **l'Afrique est dotée en effet d' atouts considérables**: de formidables espaces encore « vides », une biodiversité très riche, des hommes (quantité et qualité), du soleil et de l'eau, une grande diversité de situations agricoles,
- ✓ par ailleurs, et au contraire de continents au « futur » quelque peu hypothéqué sous les pressions fragilisantes d'ordre géologique et géographique, démographiques, climatique et écologique, **l'Afrique affiche une saine « différence » faite de force tranquille, gage de stabilité, pérennité et prospérité,**
- ✓ **mais l'Afrique souffre pour l'heure, du handicap d'une très faible productivité.**

**Et c'est parce que le Monde va réaliser qu'il a un besoin vital de valoriser le formidable potentiel de production agricole de l'Afrique aux fins d'assurer les équilibres alimentaires menacés de la Planète à l'Horizon 2050 qu'il doit se décider enfin à accompagner le continent à se construire une Agriculture puissante. Ainsi, c'est véritablement son Agriculture, indispensable dans le combat pour l'équilibre alimentaire de la Planète, qui va sauver l'Afrique.**

# Libérer l'Afrique et accompagner son essor



## Comment faire ?

## **«LIBERER » L'AFRIQUE ET ACCOMPAGNER SON ESSOR : COMMENT FAIRE ?**

En préalable, la **détermination ferme des dirigeants africains**, pressés par leurs populations ainsi que leur secteur privé et **résolus tous ensemble à s'affranchir du piège de la soumission et de l'avidité égoïste**, plus **l'engagement effectif des grandes puissances**, au nom de l'intérêt commun de leur survie, **sur la « libération » de l'Afrique du piège dans lequel elle est aujourd'hui enfermée**, sont les conditions de base à l'éveil vital de l'Afrique.

**Pour tous, les mêmes objectifs :**

### **1. Reconquête de leur souveraineté par les gouvernants africains et leur repositionnement en maîtres des dynamiques de développement de leurs pays :**

- ✓ Que ce soient eux qui élaborent les stratégies nationales de développement (voir le Madagascar Action Plan ou MAP), y intègrent une juste répartition des richesses nationales et y affichent l'importance du secteur Agricole
- ✓ Que ce soient eux qui identifient et négocient leurs partenariats,
- ✓ Que ce soient eux qui assurent en pleine responsabilité, coordination de l'exécution des programmes, contrôle et évaluation de ces programmes,
- ✓ Que ce soient eux enfin qui assurent la construction et la gestion d'une Mémoire vivante de toutes les initiatives et activités conduites.

### **2. Organisation et consolidation à partir des organisations régionales déjà actives, de rapprochements politiques et économiques inter- états puissants** avec ouvertures des frontières, abaissement des coûts de communication (télécommunications, liaisons aériennes), échanges (universitaires, professionnels, opérateurs économiques, touristes) et alliances face aux grands débats internationaux (voir l'Association des pays producteurs africains de coton)

### **3. Mobilisation des financements indispensables à la réalisation des multiples investissements envisagés**

- ✓ **Par l'annulation des dettes colossales qui leur ont été très souvent imputées injustement** (les sommes de l'Aide retournant dans une très grande proportion – 90% pour les USA- au pays donateur)
- ✓ **Par la refondation totale d'une Aide Publique au Développement tragiquement pervertie**, reposant sur le sérieux « coup de balai » qui s'impose au sein de ses innombrables intervenants, pour en chasser ripoux et aventuriers, une APD revisitée s'inscrivant dans le **cadre des Plans d'Action Nationaux**, recentrée sur un **Appui opérationnel** aux véritables acteurs et mise en œuvre en priorité par les **acteurs nationaux, et privilégiant les partenariats professionnels et industriels** à la pratique d'un amateurisme généreux mais jusque là tragiquement improductif.

- ✓ Par l'accompagnement de la **diversification déjà engagée, des partenariats économiques et sources de financements** (marchés financiers, consolidation des alliances avec les pays émergents)
- ✓ **Par le rapatriement sur l'Afrique des fonds illégalement déposés à l'étranger,** et par la participation à la **mobilisation en retour sur le continent, de l'épargne des diasporas africaines** (70% de la propriété privée africaine est investie hors d'Afrique)
- ✓ Par le « **reversement** » **autoritaire à la collectivité nationale, des patrimoines « personnels » souvent colossaux indument construits sur le détournement d'argent public, par des générations de dirigeants indéliçats,** sous le couvert des « programmes de réconciliations » des équipes politiques se succédant aux affaires et pratiquant entre elles de généreuses et réciproques amnisties,
- ✓ Par l'appui à la **maitrise nationale effective de la valorisation des richesses des pays,** Enfin, par la **vente de services environnementaux,** (contrôle des érosions, rechargement des nappes phréatiques, purification des sols et eaux, séquestration du carbone, maintien de la biodiversité, entretien de l'espace rural...)

**Enfin, et au titre de l'incitation à la confiance et à l'intérêt pour l'Afrique, construction en interne et en externe, d'une Image positive sur le continent, image véhiculée par la globalité des vecteurs médiatiques, éducatifs, confessionnels, politiques...**

- ✓ **Une image établie sur les valeurs spécifiques africaines,** esprit d'entraide, joie de vivre, respect de l'ainé, ingéniosité, séduction, attachement aux racines...
- ✓ **Une image construite sur les talents africains reconnus**
- ✓ **Une image célébrant une « Afrique qui gagne »**

*Afrique grande puissance agricole ?*



*Que Faire ?*

## L'AFRIQUE GRANDE PUISSANCE AGRICOLE : QUE FAIRE ?

La construction d'une Afrique puissante passe par la réalisation **d'une cascade d'investissements, massifs et répartis harmonieusement** entre villes et campagnes **sur la totalité des espaces africains, investissements programmés sur la base d'états des lieux préalables, exhaustifs et précis des milieux** humains, sociaux, économiques, naturels et physiques (RGA, IRNT...), et investissements ciblés sur deux objets majeurs :

**\*appui au redressement significatif de la productivité agricole de l'Afrique**, aux fins de la totale valorisation du formidable potentiel de production du continent au service de l'incontournable **contribution africaine aux équilibres alimentaires mondiaux fortement menacés à l'Horizon 2050**,

**\*appui à la mise en place de la vitale structuration physique, logistique, énergétique, sociale et culturelle des espaces ruraux**, aux fins d'assurer l'amélioration notable des conditions de vie et travail des populations africaines, élément essentiel de **contrôle du très dangereux essor des formes les plus barbares des terrorismes et fanatismes religieux, se nourrissant de la détresse actuelle** de ces populations, et provoquant l'escalade tragique des commerces du crime et réseaux mafieux en Afrique, constituant par ailleurs une menace majeure pour les civilisations de la Planète !

### 1. Investissements en appui à la production agricole

Ces investissements doivent s'inscrire en consolidation des dynamiques actuelles de croissance du continent et s'inspirer des initiatives et modèles réussis en la matière, **offrant enfin à l'agriculteur africain, l'opportunité d'accès aux moyens d'une production performante, durable**, et valorisant ses savoir-faires, à commencer par un **accès sécurisé au foncier** (sécurité relative et droits coutumiers, attributions individuelles et collectives, aménagement de lotissements agricoles et zones d'investissements agricoles...)

#### 11. Appui au redressement significatif du niveau de fertilité initial des sols

**africains** valoriser enfin les perspectives très riches offertes par les travaux menés au Burkina-Faso, au Zimbabwe et à Madagascar sous la houlette de la Banque Mondiale (Christian Pieri et Isabel Valencia) avec les opérateurs IFDC, World Agro-Forestry Research Center et Cirad, s'agissant de « **l'initiative Phosphate Rock** » et proposant **la prise en charge par la Collectivité, de l'investissement** représenté par l'incontournable **fertilisation initiale de redressement** de la fertilité des sols africains...

#### 12. Appui aux exploitations agricoles par la proposition de modèles de production économiquement performants et écologiquement efficaces

**Modèles techniques, comme les approches d'Agriculture de conservation**, sur la base des expériences réussies tant s'agissant des agricultures familiales (l'expérience malgache) que des agricultures de type industriel (expérience brésilienne), **avec enrichissement de ces approches au moyen des diverses technologies déjà maîtrisées** et s'inscrivant dans les dynamiques de durabilité (agricultures bio- dynamiques et calendriers lunaires, compost, lombriculture, OGM- résistance à la sécheresse et aux salinités élevées- , greffage de plants résistants, agroforesterie, mycorhization, irrigation goutte à goutte, avertissements agricoles, protection biologique et pesticides organiques...)

**Modèles organisationnels** (agriculture contractuelle entre opérateurs agro-industriels et petits paysans...)

### **13. Appui à la diversification des productions agricoles au niveau des exploitations**

**et régions** : intégration agriculture/arbre et élevage, aquaculture et pisciculture, élevage d'insectes, et valorisation des formidables expériences africaines en matière d'approches « audacieuses » sur des situations extrêmes (mise en valeur des déserts, culture en eaux salées et saumâtres, hydroponie, verticulture...)

**14. Appuis à l'aménagement autour des exploitations, d'espaces re-végétalisés** et de gestion durable des terroirs fragiles (constitution de « puits de carbone »)

### **15. Appui à la consolidation de circuits économiques organisés autour des exploitations,**

**En amont** avec crédit rural adapté et épargne-crédit, systèmes de microfinance, assurances adaptées, approvisionnement en intrants : fabrication sur place et importation de fertilisants, valorisation du traitement des déchets urbains, semences et plants, pesticides avec construction de filières agro-industrielles de bio-pesticides, matériels et équipements agricoles...

**En aval**, avec organisation de la distribution des productions locales (marchés locaux, régionaux, nationaux, interrégionaux, voies de circulation libres, équipements de stockage et traitement des récoltes, froid agricole, unités de transformation, circuits et outils d'exportation, dispositifs techniques et réglementaires de contrôle qualité des produits

**Appuis spécifiques au développement des industries agricoles et agro- industrielles** générant valeur ajoutée et conquête de marchés internationaux

**16. Appui à la consolidation d'organisations professionnelles et interprofessionnelles** nationales et régionales autour des filières de production majeures, et systèmes d'information rurale technique et économique adaptés.

## **2. Investissements structurants des espaces**

Investissements indispensables à l'amélioration significative des conditions de vie et travail des populations rurales et à la consolidation d'équilibres sains entre espaces ruraux et espaces urbains et s'inscrivant, en rupture totale avec la tragique réalité des inégalités suicidaires actuelles, dans des stratégies volontariste de meilleure équité dans la distribution des richesses nationales.

Infrastructures physiques- construction et habitat, Infrastructures logistiques, voies de communication, ouvrages (ponts, barrages...) et télécommunications, Infrastructures énergétiques, avec accent sur les énergies alternatives (solaire, éolienne...), et valorisation raisonnée des bio- carburants, Infrastructures hydrauliques, eau domestique et hydrauliques agricoles, Infrastructures sociales, écoles, universités, hôpitaux et centres de santé, Infrastructures culturelles (loisirs, salles de spectacles) et sportives (divers équipements et complexes sportifs,) Infrastructures et moyens, tant logistiques que juridiques, de sécurité et justice...

**Pour des opérateurs économiques, industriels, professionnels et institutionnels d'Afrique et ceux « du Nord » en proie chez eux à des difficultés sérieuses d'exercice de leurs activités, l'Afrique de par l'exceptionnelle richesse de ses milieux, l'étendue et la diversité de ses espaces, l'importance et la multiplicité de ses besoins tant en infrastructures, que de services et professionnalisation de ses capacités humaines, offre un champs formidable d'opportunités en terme d'investissements et de valorisation de savoirs et savoirs-faire.**

*Conclusion: la Roue a tourné*



*L'Afrique nourrit le Monde*

## CONCLUSIONS

**C'est la Terre d'Afrique qui a vu naître l'Humanité Hier, c'est la Terre d'Afrique qui va faire vivre l'Humanité Demain !**

**Un beau matin, la Roue a tourné et ce jour, une Afrique Nouvelle ouvrant sur un Monde Nouveau s'éveille .**

**Le rêve porté par de nombreuses personnalités africaines et leurs institutions (Union Africaine, NEPAD) et notamment exprimée en 2014 par la voix du Docteur Dlamini ZOUMA, Président en exercice de l'UA, « Africa shoul feed itself and the Wold », se réalise enfin !**

**Cette Afrique est devenue une grande puissance agricole mondiale, modèle des Agricultures « différentes », théâtre des alternatives « audacieuses », tant au plan des modèles agricoles que des énergies et des voies et supports de communication.**

- ✓ Dès lors, les semailles de l'Afrique produisent les moissons de la Terre
- ✓ Pour le plus grand bonheur d'une jeunesse mondiale rassurée

**Et l'enfant africain a retrouvé sérénité, fierté et espérance**

### *Post- face*

*Toutefois, le pire n'est pas à écarter...L'actualité est en effet faite d'actes posés par les « Puissants » de notre Monde, tels la récente nomination à la tête du Gouvernement d'un grand pays d'Europe, d'un élément actif connu des réseaux mafieux qui pillent l'Afrique, actes qui malheureusement pourraient indiquer que dans leur suicidaire stratégie de « toujours plus de profit ! », ils n'aient fait le choix du mortel «après nous, le déluge ! ».*

*Et que dire de l'attitude des responsables politiques concernés face au drame des migrants africains en Méditerranée, le scandaleux mutisme des dirigeants d'Afrique et le tragique aveuglement des dirigeants européens, pour lesquels la solution ne peut être que l'élimination du passeur ?*

*Et dans cette triste perspective, les dynamiques d'auto- destruction en cours s'accroissent, avec désertification des campagnes livrées aux trafics des réseaux mafieux et à la dévastation des espaces et ressources, exodes de populations en proie aux insécurités, vers des villes-foyers de détresse, violence et émigration sauvage, un Occident privé de l'appoint essentiel d'une Agriculture africaine et livré à la menace des invasions migratoires de hordes affamées venues du Sud et brandissant nos propres armes ...*



**Repères chronologiques d'un cheminement personnel,  
vers une esquisse de compréhension du fonctionnement d'un système  
mondial tragiquement déséquilibré**

**Afrique et Grandes puissances**

**« La raison du plus fort est toujours la meilleure » !**

*SOMMAIRE PARTIEL*

<b>Grandes puissances et Afrique : Dominants et Dominé, Acteurs et Figurant</b>	<b>28</b>
<b>C'est le corrupteur qui crée la corruption et engendre le corrompu</b>	<b>30</b>
<b>L'Aide Publique au Développement, engrenage infernal pour les pays africains</b>	<b>31</b>
<b>Les « donateurs » de l'APD ne financent que l'échec</b>	<b>33</b>
<b>Les « opérateurs » de l'APD fuient la solution et entretiennent le problème</b>	<b>34</b>
<b>ONG environnementales et Aires protégées, outils de conquête et domination</b>	<b>35</b>
<b>Les donateurs attirent chez eux les investissements privés des dirigeants africains</b>	<b>38</b>
<b>L'accaparement de vastes terres agricoles en Afrique, outil de main mise sur les sous-sols miniers</b>	<b>39</b>
<b>Récapitulation et Conclusion</b>	<b>40</b>

## **Repères chronologiques d'un cheminement personnel, vers une esquisse de compréhension du fonctionnement d'un système mondial tragiquement déséquilibré**

### **Afrique et Grandes puissances**

#### **« La raison du plus fort est toujours la meilleure » !**

***Le Monde dirigé dans l'ombre par une petite poignée de  
Gouvernants, seuls Véritables Acteurs de la vie socio- économique***

**Janvier 1989 – Papeete (Tahiti) –** « *Dans notre monde, seule une petite poignée de personnes constitue le groupe fermé des acteurs, la très grande majorité à laquelle nous appartenons, n'est destinée qu'au rôle de figurants de la société, auxquels il n'est demandé que de consommer, exprimer des besoins et se contenter de faire semblant de faire, non de faire ... !* » (Patrick SCHOLOUCH, Chef du Service de Presse au Secrétariat d'Etat au Pacifique Sud)

Après un mandat de près de cinq années à la tête du Service de l'Economie Rurale, et atteint par une forme « d'usure du pouvoir », je viens de démissionner ; le Conseil du Gouvernement du Territoire m'ayant remis à la disposition de mon institution d'appartenance le GERDAT, je me prépare à rejoindre ma prochaine affectation Madagascar en déjeunant avec quelques anciens collaborateurs à la terrasse d'un restaurant de la place, lorsque je suis abordé par Patrick SCHOLOUCH que je connaissais alors, pour être journaliste aux « Nouvelles de Tahiti ».

En fait ce dernier est en réalité alors Chef du Service de Presse au Secrétariat d'Etat au Pacifique Sud, dans le même temps que chargé de mission à la Présidence du Gouvernement de Polynésie française et il m'interpelle sur les raisons de mon départ de Tahiti.

« *Vous n'avez pas compris ce que l'on attendait de vous. Vous avez cru qu'étant le Chef du Service de l'Economie Rurale, vous étiez en devoir de vous occuper, en vrac, de formation, information et organisation des producteurs, aménagement juridique et physique du foncier au profit des agriculteurs, organisation de la commercialisation et des prix des produits agricoles avec contrôle des importations et de la qualité des productions ... Vous avez naïvement cru que l'on vous demandait de Faire des choses... En fait, ce que l'on attendait de vous, responsable d'une structure de 600 personnes, et d'un Budget de fonctionnement de près de 150 Millions d'euros, c'était tout simplement que vous gériez en « bon père de famille », pas de conflit social, pas de dérapage budgétaire, c'est tout... »*

Et lui de me donner alors une **formidable et renversante leçon de vie** sur le fonctionnement de nos sociétés.

« *Dans une société comme la nôtre, il n'y a qu'une tout petite poignée d'Acteurs » : à Tahiti ce sont nos amis importateurs- distributeurs d'origine chinoise, qui sont les hommes- orchestre et les seuls Acteurs de notre petit monde... **Tous les autres**, nous tous en fait, nous **ne sommes en fait que des Figurants**, auxquels on demande tout d'abord de consommer et d'exprimer des besoins, puis en fonction de nos affichages professionnels, **de faire semblant de faire des choses**, mais **jamais de Faire**. Si les figurants se mêlent de jouer aux acteurs, c'est le désordre assuré, ils dérangent le bon fonctionnement de notre société. Et c'est ce que vous avez fait, vous avez cru que vous étiez un Acteur et que vous deviez faire des choses, en conséquence de quoi, vous avez dérangé et vous devez partir... »*

Je n'ai jamais oublié cette brutale leçon, même si le cynisme de son contenu m'avait fortement déstabilisé ...

Et par la suite, tout au long de mon modeste parcours, j'ai pu vérifier combien Patrick Schlouch avait raison et il a toujours raison . Oui, lorsque certain de mes collègues emporté par sa passion pour un métier exaltant se mêlait de construire des réseaux professionnels de distribution d'intrants , inévitablement concurrents des réseaux préexistants contrôlés par des commerçants proches du pouvoir, s'attirait les foudres des organisations locales des fonctionnaires/marchands ainsi que les multiples interventions politiques demandant son « déplacement », ou encore lorsque je constatai qu'autour de moi dans les rangs de mes pairs, très nombreux étaient ceux qui à l'évidence avaient compris que leur rôle se limitait à ne faire que semblant de faire... Et ceci est tellement vrai, que en dépit de plus de quarante années d'Aide publique au Développement on ne puisse trouver sur les terrains, la trace de quoi que ce soit, Rien du Tout !

Au niveau du Monde, les véritables acteurs sont de ceux dont on a pu apercevoir le visage lors de la crise financière de 2008, ces robots froids de la grande finance, ces grands patrons des multinationales, de l'assurance, du business, des grands groupe miniers et pétroliers...

Ainsi, notre **Monde est fait d'une infime minorité d'Acteurs qui seuls, « font »**, exécutant la règle chère à notre Jean de la Fontaine de « *la raison du plus fort est toujours la meilleure* », assurant avec l'appui efficace de puissants réseaux de complicité ,les fonctions de convoitise, domination, accaparement au gré de leurs convoitises de toujours plus de territoires, de pouvoirs, de puissance... tandis que la multitude des populations du globe n'est là que pour subir, manipulée, déplacée au gré des envies insatiables des « acteurs » ou nécessités du honteux mais très juteux commerce de l'humanitaire, assumant les fonctions de consommation, misère, famines, soumises aux règles d'inégalités composées au rythme des dominants...

Et s'agissant du **continent africain, pour l'heure pathétique figurant** de la scène internationale, il est délibérément **maintenu en état de soumission aux appétits de domination, conquête et pillage** du clan des « Acteurs » tout puissants de notre Monde !

Par ailleurs, et toujours à propos de l'Afrique, comme elle est classée au rang des « dominés » donc des soumis aux appétits des « acteurs », **les intervenants de l'Aide au Développement** se gardent bien de venir « faire », mais au contraire, s'enfermant dans leur rôle de « figurants », **prennent bien garde de ne faire que « semblant de faire »**

**C'est pourquoi en Afrique, en dépit de plus de 40 ans « d'Aide », « on » ne fait toujours que faire semblant de faire et au bout du compte, il ne se fait Rien...**

***Aide Publique au Développement : corruption en Afrique, le corrompu et le corrupteur***

**Juin 1990 – Antananarivo (Madagascar)-** *Qui dit « corruption » dit bien entendu « corrompu » et le corrompu, Monsieur le journaliste de l'Occident, vous avez raison, neuf fois sur dix, c'est nous, l'Africain ; mais qui dit « corruption », dit aussi et avant tout « corrupteur » et le corrupteur, dix fois sur dix, c'est vous, Monsieur de l'Occident !*

( Monsieur Didier RATSIRAKA, Président de la République Démocratique de Madagascar lors de la Conférence de presse tenue le 15 Juin 1990 à l'occasion de la visite à Antananarivo, de Monsieur François MITERRAND, Président de la République française).

Le Président François MITERRAND finit une rapide visite officielle à Antananarivo et une conférence de presse est organisée en fin de cette journée du 15 juin 1990 au Palais de la Présidence malgache, en présence de l'ensemble des journalistes européens qui ont accompagné le Président français, ainsi que de leurs collègues malgaches.

Dans la chaleur de cette Conférence, l'un des journalistes faisant partie de la délégation française, se lève dans la salle et s'adresse au Président Didier RATSIRAKA ; *« Monsieur le Président, pouvez vous nous parler de la corruption à Madagascar ? »*

Le Président RATSIRAKA prend une mine très préoccupée et répond : *« Monsieur, vous venez là de toucher l'un des points les plus sensibles chez le responsable que je suis. La corruption en effet est l'un des maux les plus profonds qui affecte la vie politique et sociale de notre pays... »* Puis, se redressant et fixant son interlocuteur droit dans les yeux d'ajouter *« Mais et cela est très malheureux, ce fléau ne sévit pas qu'à Madagascar et constitue bien au contraire, l'une des plaies les plus profondes qui affecte notre humanité ! »*. Puis il poursuit sa démonstration et enfin conclut comme suit : *« Mais Monsieur le journaliste, il ne faut pas oublier que lorsque l'on parle de corruption, l'on pense au corrompu et là vous avez raison, le corrompu, neuf fois sur dix, c'est nous, l'Africain ! Mais, qui dit corruption dit aussi et surtout, le corrupteur et là, dix fois sur dix, le corrupteur, c'est Vous , Monsieur de l'Occident ! »* . Et le journaliste ainsi interpellé de se rasseoir presque honteux, en joignant ses applaudissements à ceux de la salle ...

Depuis, cette affirmation du Président malgache a malheureusement pu être très largement vérifiée tout au long de l'histoire encore en cours, des relations dites de « coopération pour le développement » entre les pays « donateurs » et les pays du Sud, dits « bénéficiaires ».

Et fait encore plus grave, et en dépit de déclarations de Déontologie et Comités d'éthique, les « corrupteurs » visés par le Président RATSIRAKA et qui sont nombreux à financer des projets de lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance, seraient devenus des membres très « actifs » du club des « corrompus » : le chiffre de **60% d'agents des multiples intervenants de cette Aide au Développement**, organismes financiers et opérateurs d'exécution, **identifiés comme pratiquant une corruption quotidienne active, est en effet très souvent avancé par divers analystes compétents.**

***Conventions de financements passées entre les Etat africain et leurs nombreux partenaires extérieurs, multi et bi - latéraux : un engrenage infernal pour les gouvernements « bénéficiaires »***

**Septembre 1998 – Antananarivo –** *Les conventions de financements qu'un Etat africain passe, dans le cadre des programmes de l'Aide Publique au Développement conduits sous l'égide des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), avec la multitude de partenaires extérieurs, tant multi- latéraux que bi- latéraux, constituent pour les Gouvernements « bénéficiaires », un engrenage fatal dont il est extrêmement difficile de se libérer.* (Monsieur José ANDRIANOELISON, ancien de l'Ecole Polytechnique et de l'ENGREF et l'un des plus jeunes Ministres de l'Agriculture de Madagascar).

En septembre 1998, le CIRAD a été engagé par le MINAGRI de Madagascar, à participer à l'étude de faisabilité de la mise en place en son sein, d'une Unité de politique de Développement Rural (UPDR). Au-delà de ses propres experts, le CIRAD propose alors à Monsieur José Andrianoelison, Ministre de l'Agriculture sous l'ère du Président RATISRAKA, à l'époque l'un des plus jeunes ministres du Gouvernement où il avait été nommé à son retour au pays, nanti des diplômes prestigieux de l'Ecole Nationale Polytechnique de Paris et de l'Ecole Nationale du Génie Rural et des Forêts. Il s'était alors distingué par sa remarquable intelligence le conduisant à porter une véritable vision pour le développement agricole de son pays, et une très grande simplicité lui valant un excellent contact avec le milieu social des agriculteurs, ces deux qualités ayant fortement contribué à une légitime notoriété. En politique, fidélité et loyauté ne rimant pas avec pérennité, et pour le malheur de Madagascar dont il constituait l'une des valeurs les plus sûres, Monsieur Andrianoelison devait suivre le Président RATISRAKA dans sa disgrâce sous la pression des mouvements populaires de 1991. Aussi, c'est par nécessité qu'il avait accepté la mission proposée par le CIRAD, offrant à son partenaire, sa parfaite connaissance du secteur, des hommes et de ses nombreux dossiers.

C'est ainsi qu'un beau jour de fin d'année 1998, et en réaction à mon interrogation sur sa perception des accords de partenariats passés par l'Etat en application de ce que l'on appelait alors, les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), il me conduit dans son bureau et ouvrant le document de présentation du PIP ou Programmes des Investissements Publics pour l'année 1997, il me le commente ligne par ligne.

C'est ainsi qu'il me démontre comment, par **le biais de ces financements étrangers** négociés à grand coût d'endettement par le Gouvernement auprès de ses nombreux partenaires extérieurs **un Ministère** comme celui de l'Agriculture de Madagascar en cette fin d'année 1997,

- ✓ **aggrave sa dépendance vis-à-vis de « l'extérieur » et abandonne toute souveraineté** (les financements étrangers représentent près de 80% de ses crédits d'investissements et la totalité des financements « intérieurs », qui ne représente qu'à peine plus de 20% du Budget total devant être positionnée sur chacune des 49 opérations constituant l'essentiel des activités du Ministère, au titre des contre- parties nationales des financements étrangers, l'Etat se prive de ce fait de toute capacité propre d'intervention ...)
- ✓ **ne cesse de s'endetter** (près de 37 % des financements ainsi négociés sont des emprunts, tous les autres imposent une contre- partie malgache hypothéquant de fait la totalité de l'enveloppe budgétaire du Ministère).

En résumé, comme le déclarait dans une revue mensuelle locale l'un des opérateurs économiques les plus en vue du pays (Monsieur Charles RAMANANTSOA), « *de déblocage en déblocage, l'endettement se creuse... et comment asseoir sa souveraineté nationale alors que l'on est pauvre, endetté et dépendant ?* ».

Par ailleurs **autre effet très pervers de ces engagements financiers, la neutralisation de fait** en permanence, **des dirigeants politiques et principaux cadres des administrations nationales, pris tous dans le tourbillon infernal**, contre « per-diem », pauses-café et mallettes-souvenirs, **de la multitude des ateliers, inaugurations et autres accueils de missions d'experts, organisés en continu au titre de l'exécution des nombreux « projets étrangers »** (les 49 opérations du MINAGRI), et qui constituent malheureusement l'essentiel des activités d'un Ministère .

J'ai pu constater un peu plus tard (lors de mon affectation en Afrique centrale) que **la mobilisation des Ministres et hauts responsables des administrations nationales** au titre de leur « haut patronage » de ces événements quotidiens, **se faisait contre la remise, tout à fait officielle, d'enveloppes** à l'intérieur desquelles, les divers « partenaires financiers » du pays se livraient de fait à une concurrence aussi folle qu'irresponsable.

Au résultat, **une dérive très perverse dans l'évolution du profil global de nombre de dirigeants africains, passant en quelques années du statut reconnu** à ceux des premiers régimes post- indépendance **de véritables « hommes d'Etat »**, à celui moins glorieux de « **chasseur d'accès à la mangeoire** » appellation attribuée à leurs homologues d'aujourd'hui par les citoyens « impertinents » de plusieurs pays d'Afrique.

***Les Bailleurs de Fonds de « l'Aide Publique au Développement » ne s'intéressent qu'à des projets en situation d'échec***

**Novembre 1998 – Antananarivo (Madagascar) – « Nous à l'AFD ne sommes pas intéressés par les projets qui marchent : nous ne finançons que les projets qui ne marchent pas »** (Daniel GUENANCIA, Directeur de l'Agence AFD de Madagascar)

Nous sommes avec le partenaire local et mon jeune collègue vétérinaire, dans le bureau du Directeur de l'Agence AFD de Madagascar à Antananarivo, Daniel GUENANCIA. Depuis plusieurs mois, et à partir de l'expérience très réussie d'un projet de développement des élevages urbains et péri- urbains dans la ville d'Antsirabe, nous avons travaillé à construire avec les équipes de l'AFD sur place et celles de Paris (MM. DANDELAU et RICHARD) un projet de démultiplication sur les principales villes de province de la Grande Ile, du « modèle » d'Antsirabe, et ne comprenons pas les hésitations du partenaire financier à se décider sur ce dossier : c'est pour obtenir des réponses à nos questions que nous sommes ce matin de novembre 1998, dans le bureau de Monsieur le Directeur d'Agence.

Et lui de nous expliquer le silence de son institution : « *vous savez, nous à l'AFD, nous ne sommes pas intéressés par les projets qui marchent, nous ne finançons que les projets qui ne marchent pas...* » Nous sommes repartis aussitôt plutôt abasourdis par ce que nous avons pris pour une boutade, voire une position personnelle sans grande cohérence !

Le soir même, rencontrant des responsables de la Banque Mondiale et de l'Union européenne, et voulant avoir leur réaction, je leur narrai notre déconvenue matinale. A ma grande surprise, aucun n'a souri, au contraire, tous très sérieux de m'expliquer : « *réfléchissez un peu, si une affaire marche, pourquoi nous irions financer une opération qui fonctionne sans notre appui... Par contre, si une affaire est mal engagée, là, oui, nous finançons !...* »

*Exemple tragique de cette logique d'échec, la mise à l'écart de la liste retreinte des opérateurs invités à soumissionner pour le premier Appel d'Offre du Projet BVPI (Bassins- Versants/Périmètre Irrigués, projet de 20 Millions d'euros dont 15 Millions de subvention gérée par l'AFD et 4 Millions de contre- partie malgache), en Juillet 2006, de l'ONG locale TAFE accompagnée par CIRAD, sous le prétexte incroyable que, seule détentrice des compétences nécessaires (des compétences effectivement construites au travers de plus de 15 années de manipulations pratiques sur les terrains de la Grande Ile et à l'origine des financements du Projet), son implication relèverait du délit d'initié ! De fait l'exécution des activités du Projet et des 20 Millions d'euros qui lui étaient attachés confiée à des opérateurs « incompetents » n'a généré qu'un triste fiasco à l'issue des 5 années de l'intervention...*

Et là, avec le recul, j'ai compris qu'il y avait là une **logique imparable de la part d'un financeur public (pas d'argent public en appui à un opérateur qui réussit)**, à l'évidence à l'opposé total de celle du financeur privé qui lui ferait sans hésiter le choix d'accompagner une affaire prospère porteuse de progrès, une logique qui explique de façon tragique, qu'en dépit de plus de quarante ans de financements de l'Aide Publique au Développement au « profit » d'un continent comme l'Afrique, il n'en soit rien resté !

***On n'a financé que des projets qui ne marchaient pas, et bien rien n'a marché...***

***Les Grands problèmes de l'Humanité, formidable Fonds de commerce pour les « mercenaires » de l'Aide au Développement : porteurs de solutions s'abstenir !***

**20/07/2004 – Yaounde (Cameroun) –** « *Nous étions bien présomptueux en baptisant notre programme, « alternative to slash and burn », de croire qu'après seulement dix années de recherches nous serions en mesure de proposer des alternatives à ce véritable fléau mondial...il nous faudra au moins encore dix années supplémentaires de financements pour espérer pouvoir proposer les premières solutions...* » ( Chimère DIAW, chercheur au CIFOR/Cameroun, rapporteur de la synthèse des travaux de l'Atelier de « *Bilan à dix années, du programme international Alternative to slash and burn* » tenu au Palais des Congrès de Yaounde , du 17 au 20/07/2004) .

Se tient depuis 3 jours au Palais des Congrès de Yaounde un Atelier International de Bilan à 10 ans, du Programme Mondial conduit avec force millions de dollars sur plusieurs situations tropicales, sous l'appellation de « **Alternative to slash and burn** ».Sont là rassemblés tous les intervenants financiers, opérateurs scientifiques et techniques, organisations professionnelles, ayant participé aux diverses composantes de ce très important programme. Et ce matin là du 20 juillet est l'instant des conclusions de l'Atelier, et c'est le Professeur Chimère DIAW, très brillant chercheur d'origine sénégalaise du CIFOR, basé au Centre de recherche de Nkolbisson dans la banlieue de Yaounde, , qui est chargé de présenter la synthèse des travaux de l'Atelier. « *Que nous étions présomptueux de penser qu'après seulement dix années de travaux, nous aurions pu proposer des alternatives à la pratique néfaste pour les agricultures et les situations tropicales qu'est le **slash and burn** (défriche-brûlis) !... Mais en dix années, nous n'avons même pas réussi à comprendre toute la complexité de la problématique de ce véritable fléau et sommes donc bien loin d'être en mesure de proposer la moindre alternative fiable...Il est évident que nous avons encore besoin de temps, au moins dix années supplémentaires et de davantage de moyens... »*

Et là, cela a été pour moi l'éclair : « *Mais bien sûr, tous ces opérateurs, acteurs engagés sur le traitement de ce problème du **Slash and Burn**, n'ont-ils pas intérêt à ménager ce **problème** qui constitue pour eux un **formidable fonds de commerce** et à bien se garder d'évoquer la moindre solution... ? »*

Il y avait là un raccourci éclatant de la dérive perverse de fonctionnement de ce que l'on continue à appeler « l'Aide Publique au Développement » : **les grands problèmes** de l'Humanité (érosion, insécurité alimentaire, pauvreté, sida...) **mobilisent la générosité** des contribuables de la Planète, **laquelle générosité draine des financements colossaux** au titre de lutte contre ces problèmes, et **face à ces financements , une multitude d'opérateurs s'est positionnée**, formatés tous pour capter et exécuter cette divine manne ! **Pour tous, les problèmes constituent une incroyable Poule aux œufs d'or, qu'il s'agit de préserver farouchement.** Pour tous, **tout porteur de solution, constitue une sérieuse menace** contre cette Poule aux œufs d'or, **menace qu'il s'agit d'éliminer** sans faiblesse et **toute solution doit bien vite être effacée des mémoires** et jetée dans les poubelles de l'oubli !

***Les ONG Environnementales, outils déguisés d'exécution des stratégies de convoitise, conquête et domination des «grands Pillards de la Planète »***

**05/02/2005 – Brazzaville (Congo Brazzaville) – *La grande supercherie des tout puissantes ONG Environnementales : se cachant derrière le sympathique et inoffensif panda du WWF, elles sont en réalité des outils majeurs de promotion des intérêts financiers et commerciaux des grands groupes de la Finance et du business internationaux, assurant de fait dans les pays « à la biodiversité menacée », une main mise imparable sur les richesses minières de ces pays ! (Sommet des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale à Brazzaville)***

Ce jour là, et en fin de ce Sommet auquel par ailleurs le Président français Jacques CHIRAC était invité, les ONG environnementales « patentées », UICN et WWF à leur tête, décernaient à certains des Chefs d'Etat présents, des Diplômes de Bonne conduite environnementale et ce au prorata du taux de couverture de leur territoire national respectif, par des « Aires Protégées », à l'évidence indicateur indiscutable d'une politique environnementale sérieuse d'un pays soucieux de la préservation de sa biodiversité !.

Cette inversion incroyable des rôles entre des Chefs d'Etat souverains et de simples ONG, m'a conduit à vouloir en savoir un peu plus sur la nature réelle de ces organismes ainsi que sur la réalité de ces fameuses « Aires Protégées ».

Le WWF et l'UICN se sont depuis des décennies, en quelque sorte autoproclamées, instances supérieures de gouvernance internationale de l'environnement et sa protection.

## **Les deux grandes ONG Environnementales - WWF et UICN**

1. **Le WWF** - Le WWF est en quelque sorte le « gardien de la Loi », exerçant une **pression culpabilisatrice auprès des gouvernements** pour les engager sur la voie du bon comportement environnemental,

Puis, l'ONG se **positionne comme opérateur hautement spécialisé** sur tous les terrains des programmes de protection et de gestion de l'environnement, **ainsi que de contrôleur de l'exécution de ces programmes** (via par exemple des corps de « gardes forestiers »). **Le WWF assure par ailleurs la démultiplication de ses interventions au travers de multiples ONG** qui sont des émanations directes de sa structure, engagées elles sur des activités de proximité en **partenariat étroit avec de nombreuses associations locales** (associations de femmes, groupes villageois, associations de pygmées...) activités tournant essentiellement sur des inventaires et collectes d'espèces médicinales et pharmaceutiques, dans les zones à la « biodiversité menacée » (Ex : Afrique centrale, Madagascar...)

Le WWF, dont la mission affichée est « d'arrêter la dégradation de l'environnement de notre planète et de bâtir un futur dans lequel les êtres humains vivront en harmonie avec la nature », et de lutter « pour une Planète vivante », a ses bases en Suisse comptant quelques 5 millions d'adhérents et intervenant dans 40 pays, employant plus de 5.400 personnes pour un Budget annuel de 447 Millions d'euros.

Derrière la bonhomie de son emblème, le très attachant Panda, ainsi que la respectabilité de certains de ses Présidents, tels le Prince Bernhard des Pays Bas et le Prince Philip d'Edimbourg, qui sont les véritables responsables de ses stratégies et fonctionnement et quels intérêts réels sert-il ?

Dans son organigramme, voir deux de ses Vice- Présidents :

- ✓ Lawrence H.LINDEN , Directeur à la Banque Goldman Sachs,
- ✓ Roger W. SANT , Président de AES (Applied Energy Services), société au chiffre d'affaires annuel de 16 Milliards de dollars, vendant de l'électricité dans 26 pays et classée dans les 51 entreprises le plus polluantes des USA !

Dans son Conseil d'Administration, noter,

- ✓ Robert LITTERMANN ( Président d'une branche de recherche de fonds de Goldman Sachs)
- ✓ Pamela DALEY, Vice-Président à Guard Electric, dixième entreprise mondiale au chiffre d'affaire annuel de 182 Milliards de dollars
- ✓ Brenda S. DAVIS, ex-VP de Johnson and Johnson, premier fabricant mondial de produits pharmaceutiques au chiffre d'affaire annuel de 68 Milliards de dollars,
- ✓ Nelville ISDELL, ex- Directeur de COCA- COLA...

Quant au Directeur exécutif du WWF Royaume Uni, David NUSSBAUM, il est aussi le Directeur du Fonds privé d'investissements en actions **Low Carbon Accelerator** , laquelle finance l'énergie « propre » et qui a levé 55 Millions de livres sterling à cette fin

Bref, ce sont les grands de la Finance, l'Industrie et la Pharmacie qui pilotent les activités du WWF...

## 2. L' UICN – L'UICN elle, est l'instance officielle de gouvernance mondiale du systèmes des Aires protégées,

C'est elle qui a définit la « charte » de leur fonctionnement, qui décide des zones géographiques précises de leur implantation dans les pays ciblés, en décide de leur catégorisation ( Aires protégées de différents niveaux, Parc nationaux, Réserves...) et en précise les modes de gestion concrète, protection contre les incursions éventuelles des populations riveraines compris.

Pour se faire une idée des intérêts défendus par UICN, il suffit de juger de **la personnalité de son Directeur Monsieur ZHANG Xinsheng**, 66 ans : de nationalité chinoise, titulaire d'un Master en Design Studies à l'Université de Harvard, chargé de Recherche à **Harvard Business School**, diplômé de l'Institut Militaire de Technologie Chinois et de l'Université de Zhejiang, fondateur et président de l'Eco-Forum Global, Président de l'Association chinoise pour les échanges éducatifs internationaux, Vice- Président de la Fédération Internationale des Sports Universitaires, membre exécutif de l'Institut International de Planification de l'Education à l'UNESCO, puis président du Conseil Exécutif de l'UNESCO, il a occupé des postes de très haut niveau au sein du Gouvernement chinois et dans les instance politiques de ce grand pays (**Vice- Ministre de l'Education, membre de la 11<sup>ème</sup> Conférence politique consultative du Peuple chinois, élu député au Congrès du peuple, Maire de la nouvelle ville de Suzhou**, modèle de développement urbain réussi), et exercé de hautes responsabilités économiques ( Vice- Président de l'Administration du Tourisme, fondateur et **Directeur exécutif de la Nanjing Jinling Corporation**, fabricant des radios Nanjing Panda... ) ; enfin il a exercé des mandats de haut niveau au sein des **instance internationales du Sport (CIO)** et honoré du grade de Doctorat Honoris Causa de nombreuses universités étrangères (.Russie, Australie, Japon...)

Ainsi, au travers de son Directeur, remarquable produit du mariage des cultures américaines et chinoises, l'UNICN se trouve à la croisée des réseaux du savoir (Universités) et des pouvoirs (politique, économique, industriel) ainsi que des instances internationales (UNESCO, CIO...).

## Les « Aires Protégées », outils de stratégies non avouées de conquête

Au-delà d'assurer la préservation au profit des générations futures, de la biodiversité des régions du monde où elle est « menacée » (et où elle est la plus riche, par exemple l'Afrique centrale, Madagascar...), **la mise en réserve de ces Aires permet tout d'abord, la captation assurée et leur exploitation par les plus importants laboratoires pharmaceutiques des grandes puissances, des principales espèces endémiques médicinales et pharmaceutiques de ces Aires.** Cette captation est facilitée par la surveillance de ces Aires par gardes forestiers du WWF et éléments des Peace-Corps par exemple, et par le fait que la quasi exclusivité des activités d'inventaires et de préservation de la biodiversité soit réservée à experts d'associations scientifiques (Missouri Botanical Garden...) et Universités étrangères (USA, Afrique du Sud)...

**Mais ces Aires Protégées ont pour rôle essentiel de servir de « garde-manger » pour les commanditaires des ONG patentées, des formidables richesses minières au-dessus des quelles ont été, très heureuse coïncidence, organisées ces fameuses AP,** lesquelles ne sont en réalité qu'un moyen aussi implacable qu'insidieux, de main mise sur les richesses minières des pays du Sud à la « biodiversité menacée », par les intérêts majeurs servis par WWF et autres UICN...

Ainsi en est-il par exemple, de l'Aire Protégée de Belinga au Gabon, construite au dessus du plus important gisement de minerai de fer jusque là inexploité (réserves estimées à 1 Milliard de tonnes) et que le Président Oumar BONGO, ayant parfaitement compris le sens et l'esprit de ces Aires Protégées, avait décidé de déclasser au grand dam des ONG patentées, pour la livrer à exploitation (confiée par conventions du 07/09/2006 à ...deux groupes chinois, la CMEC et la Sinosteel) aux fins du développement économique de la province concernée...

Enfin, autre preuve s'il en était besoin de cette réalité, le très pertinent rapport commandé par WWF/Madagascar au Cabinet australien « ESTELLE LEVIN LTD. » en juin 2012 et intitulé « *Madagascar study : artisanal mining rushes in Protected Areas and a response tool kit* ».

Ce rapport dont l'objectif était de pouvoir interpellier le Gouvernement de Madagascar sur sa responsabilité d'assurer le respect des Aires Protégées contre les convoitises éventuelles des populations riveraines, est une magnifique démonstration de la réalité de la très grande richesse minière des sous-sols de la totalité des zones identifiées pour héberger des Aires Protégées !

***Les missions diplomatiques de haut niveau des pays « amis » visitant les Gouvernements d’Afrique Sub –saharienne, ont souvent en leur sein, un spécialiste en orientation de leurs investissements privés dans le pays « ami », des dirigeants africains .***

**04/05/2005 - Yaounde (Cameroun).** *Article paru dans les quotidiens du Cameroun relatant le passage à Yaounde d’une mission diplomatique américaine de très haut niveau, conduite par le Directeur des Affaires Africaines au Conseil National de Sécurité, Assistante spéciale du Président Georges W. BUSH, le Docteur Cindy COURVILLE, et comprenant en son sein, Monsieur Philippe BYANT, le patron de la BYANT TRUST LIMITED, entreprise désignée comme étant en charge de l’orientation des investissements privés aux USA, des dirigeants politiques africains.*(Cameroon Tribune).

L’Aide Publique « consentie » (contre un endettement croissant du pays « bénéficiaire ») par l’Etat américain à un Gouvernement africain, retourne dans sa quasi-totalité (90% selon certaines enquêtes officielles) dans les caisses de l’Oncle Sam ! La plupart des financements affectés est mise en oeuvre sur le terrain par des opérateurs essentiellement américains (ABT Consultants, Chemonics Associated, Catholic Relief Services, sans oublier l’armada des ONG environnementales...) ; et la part de cette Aide « confisquée » à des fins personnelles par quelques dirigeants indéliques du pays « bénéficiaire » est investie aux Etats-Unis avec le concours actif des conseillers en placements , que les organismes financiers américains déploient sur les terrains de coopération de leur Administration (comme Philippe BYANT).

**La plupart des pays et institutions multilatérales** qui participent à la grande affaire de l’Aide au Développement en Afrique **procèdent de la même façon, chacun ayant « ses » opérateurs-maison** (pour l’AFD par exemple, BRL, AVSF, GRET, CIRAD, AGRISUD International etc...) , et **chacun déployant la même force de persuasion en vue des investissements privés dans leurs pays respectifs, de leurs partenaires- politiques africains.**

Ainsi, l’APD à l’Afrique peut être considérée comme une **gigantesque escroquerie** qui voit les « donateurs » s’arranger pour « récupérer » la quasi totalité de leur Aide aux Gouvernements africains, dans le même temps où ils facturent à 100% à ces mêmes **Gouvernements, une dette colossale totalement injustifiée** et qui ne cesse de s’accumuler, hypothéquant lourdement les perspectives de développement effectif du pays « bénéficiaire ».

Heureusement pour la morale, les chances pour l’Afrique de voir enfin tourner un jour la Roue de la Fortune, de plus en plus nombreux, même si les presses occidentales sont très discrètes sur leurs analyses, sont les observateurs et experts à dénoncer ce scandale,.

***La scandaleuse escroquerie à l'appropriation de vastes étendues de terres en Afrique par des grands groupes « extra- nationaux », aux fins affichées de promotion d'ambitieux projets agro- industriels à fortes retombées sociales, écologiques et économiques .***

**14/02/2014 – Antananarivo (Madagascar).** *La presse locale présente un reportage élogieux sur les activités développées par le Groupe TOZZI- GREEN dans le Sud-Ouest malgache, lequel est en train de bâtir sur plus de 100.000 hectares un ambitieux projet de plantation de Jatropha affichant des impacts très conséquents aux plans social, économique et écologique pour les populations locales, et aux fins de production de bio-carburant en mesure de contribuer à l'indépendance énergétique de la Région.*  
( Madagascar-Matin du 14/02/2014)

Le quotidien « Madagascar Matin » publie un article à la gloire de l'ambitieux projet de Bio- carburant développé sur le très vaste plateau de Iorhombe dans le Sud- Ouest du pays, en vue de l'indépendance énergétique de la belle région concernée. Cet article souligne l'importance de cette initiative « portée » par un Groupe agro- industriel étranger, s'agissant des technologies mises en oeuvre tant pour la production (Projet de Jatropha +volet huiles essentielles Géranium/Vétiver + volet vivrier Haricot) que pour l'extraction et la valorisation industrielle, et s'agissant également de la diversité des impacts très positifs aux plans sociaux (emplois- santé – infrastructures) et économiques.

En fait, ce projet ressemble à plusieurs autres projets analogues faits de la maîtrise sur les diverses régions du pays par des groupes étrangers, de très vastes étendues de terre (location sur baux de 25, 35, 99 ans ?) aux fins affichées de Projet agro- industriel à forts impacts sociaux- économiques : société indienne Varun ( 465.000 ha de terrain) et Land-Mark (plus de 100.000 ha pour Maïs...), GEM Biofuels (Grande Bretagne et Irlande- 550.000 Ha Jatropha, Coton, Manioc) , HUNTER Resources (GB et Irlande- 550.000 Ha), société italienne TOZZI-Green du Groupe TOZZI Holding (créé en 2010 !) objet de l'article du Madagascar Matin, sans oublier l'énorme (1,3 Millions Ha) Projet DAEWOO suspendu....

Derrière ces belles ambitions (près **de 4 Millions d'ha** ainsi accaparés...) se cache en fait une réalité bien plus sombre, faite (sauf exception) de villages, plantations paysannes et tombeaux traditionnels rasés au bull-dozer, d'hélicoptères débarquant des étrangers en armes, de populations déplacées et dépossédées avec la complicité active des administrations locales « achetées ».

Et cette réalité, elle est décrite par certains observateurs comme Eva LACOSTE dans « *Enquêtes sur l'accaparement des terres en Afrique : Madagascar l'Ile aux Trésors* »- Golias Hebdo N° 204- 29/09 à 05/10/2011- **Extrait de l'Edito : réfugiés paysans « Le peu d'investissements agricoles de certaines sociétés, laisse supposer qu'il pourrait s'agir pour les « promoteurs » de réserver des terrains en vue de la prospection de diamant, les richesses du sous-sol de la zone (Plateau de Iorhombe) sont loin d'être négligeables : pierres précieuses et semi- précieuses, or, saphirs, titane, micas, sables bitumineux et pétrole... » .**

**Exemple** de la Société VARUN qui sur « ses » 465.000 Ha, est en réalité engagée sur l'exploitation de saphir, uranium et pétrole

## Récapitulation

Les différentes étapes de ce cheminement personnel peuvent être résumées comme ci, rejoignant pour l'essentiel, les conclusions d'un nombre croissant d'analystes confirmés .

**1. « Les Acteurs et les Figurants »** - Les relations entre les diverses régions du Monde sont faites d'un Rapport de force qui conduit à différencier le petit groupe des « Dominants », ceux qui dans l'ombre sont les véritables Acteurs du fonctionnement de la Planète, les seuls à avoir la capacité de « faire », et la large multitude des populations de la Planète, constituant le groupe des « Dominés », dont il n'est rien attendu, sauf à assumer la fonction essentielle de consommer , et qui ne sont là que pour faire « semblant de faire », jouant le rôle des « figurants » sur la scène internationale... Dans ce système où c'est plus que jamais « la raison du plus Fort qui est toujours la Meilleure », le continent africain a été rangé dans le camp des « dominés », destiné à être soumis aux appétits des grands « pillards » de notre Monde, et maintenu dans une situation de misère permanente et entretenue...

**2. « L'Aide Publique au Développement »** - S'agissant de l'Aide Publique au Développement affichée comme l'expression de la générosité du Monde à l'endroit des plus démunis, et plus particulièrement comme une sorte de Plan Marshal devant permettre à l'Afrique de se construire aux lendemains de sa sortie de la période coloniale,

- ✓ **« L'Aide Publique au Développement » est devenue de fait un engrenage infernal** dont les « bénéficiaires » sont pour l'heure dans l'impossibilité de se libérer, un engrenage fait d'endettement croissant, de confiscation de souveraineté, d'entrave au fonctionnement des institutions nationales, de perversion des dirigeants,
- ✓ **L'APD a généré une corruption multiforme**, élément d'une spirale perverse, **le « corrupteur » acteur de la « corruption », générant le « corrompu »** et, assumant depuis quelques années la **double casquette de « Corrupteur/Corrompu »** ...
- ✓ **Les « bailleurs de fonds », gestionnaires de la colossale manne de l'APD issue de la poche des contribuables de la Planète, ont fait le choix** par philosophie, **de ne financer que des projets et opérateurs en situation d'échec**, d'où la situation s'aggravant au fil des ans, d'échec, impuissance et misère d'un continent africain « bénéficiaire » pourtant sur les 40 dernières années, de quelques milliards de milliards de dollars de cette Aide,
- ✓ **Les « opérateurs » chargés quant à eux de l'exécution des financements de l'APD, s'ingénient à faire perdurer les « problèmes », éléments de mobilisation de la générosité des contribuables du Monde et sources d'un formidable « fonds de commerce » : toute solution** pourtant susceptible de générer la moindre perspective de progrès effectif pour l'Afrique et ses populations, **et tout porteur de solution, sont impitoyablement et farouchement « effacés »** au nom de la préservation de ce fameux et colossal « fonds de commerce » pour lequel ils constituent une dangereuse menace...
- ✓ **Ces « opérateurs » appartenant de plus en plus aux pays « donateurs », une forte proportion de l'APD retourne à ces pays donateurs ; le reste, alimentant pour beaucoup les patrimoines personnels de quelques dirigeants indéliques des pays « bénéficiaires », est investi pour l'essentiel dans les pays « donateurs »,** sous la pression amicale et avisée, des experts financiers de ces pays.

### 3. Les outils « déguisés » de domination et conquête développés par les « Grands pillards de la Planète ».

Ces derniers ont développé en effet, des outils « masqués » de domination et conquête, vis- à-vis notamment des formidables ressources naturelles du continent africain.

- ✓ Ainsi en est-il des ONG environnementales patentées, dont les véritables commanditaires de l'ombre ne sont autres que des éléments de la grande finance, du commerce et de l'industrie, et de l'arme imparable de « main mise » sur les colossales richesses naturelles de certains pays africains à la « biodiversité menacée », que sont les « Aires Protégées », installées systématiquement sur des zones à très fort potentiel minier,
- ✓ Ainsi en est-il également, de l'accaparement par de grands groupes « extérieurs », de vastes étendues de terres en Afrique, à des fins d'ambitieux et séduisants projets agro-industriels, moyen insidieux de contrôle de fait des zones au sous-sol très riche en ressources minières rares , zones dont les populations locales ont été « déplacées »...

### Conclusions

Le Professeur Hervé RAKOTO- RAMIARANTSOA, sociologue malgache de renom ( Prix TROPIC 1996) écrit « *il écarte les feuilles celui qui veut trouver les racines* ». Le cheminement personnel décrit sur les pages précédentes avait pour objet "d'écartier les feuilles ». Mais les « racines » ainsi mises à jour, sont malheureusement de nature à inspirer découragement et désespoir , mais aussi colère et révolte.

Pourtant, la connaissance des réalités « cachées » par le plus grand nombre, est la condition première de leur traitement dans le sens d'une plus grande justice et d'un peu plus de fraternité dans les rapports entre les hommes et les diverses régions de notre Monde. C'est en tout cas le sens profond de la présente démarche.

S'agissant du continent africain, il est clair que **le piège bien huilé qui fonctionne depuis près de 40 ans** pour le plus grand profit des pays « donateurs » de l'APD avec la complicité « achetée » d'une petite poignée de dirigeants des pays « bénéficiaires », **et qui pour l'heure condamne l'Afrique à l'échec**, l'impuissance, la misère et une totale soumission aux intérêts financiers et commerciaux des « grands pillards » de la Planète, **ne pourra être levé, après que la diversité des éléments qui le composent ne soient connus du plus grand nombre, que sous la pression irrésistible d'une contrainte majeure : l'obligation de mobiliser sur un terme proche au nom des équilibres alimentaires fortement menacés de notre Monde, tout le potentiel de production de l'Afrique** et de son accompagnement dans son positionnement de grande puissance agricole, **peut constituer l'essentiel de cette contrainte**

**Au fi du faux altruisme affiché des grandes puissances à l'endroit d'un continent africain maintenu en état de soumission, c'est leur égoïsme qui pourra les décider enfin à libérer véritablement l'Afrique.**

# Bibliographie



« Pour nourrir la Planète...le paysan d'Afrique, agriculteur du Monde »

BIBLIOGRAPHIE

**ABDELKADER Aghali – 2005.** *L'enseignement supérieur sacrifié.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » . Février- mars 2005.

**ABRAMOVICI Pierre – 2005.** *Activisme militaire américain.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » Manière de voir N° 79. Février- mars 2005

**ACDIC – 2004.** *Importation massive et incontrôlée de poulets congelés, danger de mort. Comprendre le phénomène au Cameroun.* Bulletin de l'ACDIC de Mars 2004

**ACDIC – 2009.** *La crise du Mais – Les malheurs de l'agriculture camerounaise.* Bulletin de l'ACDIC de Février 2009.

**AFRICA INFO- 2014.** *Cameroun : comment le PMU pille l'Afrique.* 02/04/2014.

**AGOKLA Kossi, BAGAYOKO Niaguli, N'DIAYE Boubakar- 2010.** *La réforme des systèmes de sécurité et justice en Afrique francophone .* OIF Mars 2010.

**AIRAULT Pascal- 2013.** *Ventes d'armes : les bons clients de la France.* Jeune Afrique du 06/08/2013.

**ANTOINE Yves – 1998.** *Inventeurs et savants noirs .* L'Harmattan 1998 et nouvelle édition 2004

**BALLONG Stéphane – 2010.** *Le ciel africain. Les compagnies du continent en ordre de bataille.* Jeune Afrique N° 2601 – 14 à 20/11/2010.

**BANGRE Habibou- 2013.** *Le PMU c'est mon dada.* AFRIK- COM 03/06/2013.

**BARRY Mamadou Alliou- 2013.** *Guerres et trafics d'armes en Afrique : approche géostratégique.* Harmattan – 02/12/2013.

**BAZONZI José Mvuezolo – 2005.** *Systèmes de transport pour un développement intégré de l'Afrique: vers un réseau routier et ferroviaire panafricain.* Au CODESRIA Décembre 2005.

**BEDDINGTON John (Sir Professor)- 2011.** *The Future of Food and Farming. Foresight Project on Global Food and Farming Futures. Sustainable intensification in African Agriculture: analysis of cases and common lessons.* Government Office for Science UK. 2011.

**BELLO Walden and CUNNINGHAM Shea - 1994.** *Dark victory : the US Structural Adjustment and Global Poverty .* London 1994

**BERGHEZAN Georges- 2002.** *Trafic d'armes vers l'Afrique. Pleins feux sur les réseaux français et le « savoir- faire belge ».* GRIP/Complexe. Bruxelles 2002.

**BHELY-QUENUM Olympe- 1960-** *Un piège sans fin.* Editions Stock- 1960.

**BICHAT Hervé- 2012.** *Et si l'Agriculture sauvait l'Afrique.* Editions QUAE 2012

**BLARDO G. – 2007.** *Une corruption policée ? Le monde Social des Marchés Publics* – APAD KARTHALA 2007

**BONNET Emmanuel – 2009.** *Villes africaines- Afrique des villes.* Université de Caen . Décembre 2009.

**BORDIOT Jacques et COSTON Henri– 1987.** *Le Gouvernement invisible* . AVALON novembre 1987

**CHARTIER Denis et OLLITRAULT Sylvie- 2005.** *Les ONG d'environnement dans un système international en mutation.* Editions Catherine Aubertin. 2005.

**CHAUTARD Sophie- 2004.** *Guerres et conflits du 20° siècle.* LIBRO 17/08/2004

**CILLIERS Jakkie, HUGUES Barry, MOYER Jonathan- 2011.** *Avenirs africains 2050: les quarante ans à venir.* Institute for Security Studies. January 2011

**CLAIRMONT Frédéric F. – 1999.** *Ces firmes géantes qui se jouent des Etats.* Le Monde Diplomatique Décembre 1999.

**CNUCED- 2004.** *Le développement en Afrique. Endettement viable : oasis ou mirage ?* Rapport aux Nations Unies du 30/04/2004.

**COOK Rupert and HEALY Timothy – 2012 –** *Madagascar case study : artisanal mining rushes in Protected Areas and a response toolkit.* Estelle Levin Ltd. (Artisanal and small scale mining in and around protected areas and critical ecosystems projects) – WWF Report. 30 June 2012.

**COUR Jean-Marie et MAHAMANE Brah- 1994.** *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, une vision à l'horizon 2020.* Document de synthèse. OCDE/BAD/CILSS. 1994.

**CRITCHLEY William – 2011.** *La pratique de la gestion durable des terres. Directives et bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne.* FAO. 2011

**DEDIEU J.P. – 2003.** *Les élites africaines, enjeu de la diplomatie scientifique des Etats- Unis.* Afrique contemporaine N° 233 . 18/08/2011.

**DEMBELE Demba Moussa – 2006.** *L'Afrique prise au piège* . Relations N° 712 – Novembre 2006

**DEREIMS Alexandra – 2011 .** *Le piège ou l'errance sans fin des migrants africains.* Documentaire FR 5 du 27/09/2011.

**DUBRESSON Alain – 1999.** *Les grandes villes d'Afrique.* Université Paris X- Nanterre. Conférence du 20/01/1999.

**DURUFLE Gilles- 1988 .** *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)* KARTHALA. Collection Les Afriques VOL 25.Janvier 1988

**EN AFRIQUE INFO- 2012.** *Terrorisme : l'Afrique à la croisée des chemins.* 11/06/2012

**FENOAVOLOSOALALAO Olivia- Père URFER Sylvain- 2011.** *Radioscopie d'un Fokontany – Ambalavato 401 Antsirabe* . Foi et Justice BP 372 Antananarivo SME Février 2011

**GARREAU Jean-Marc – 2003.** *Les aires protégées de tous les enjeux.* KIBAAR- Bulletin d'information du Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest N° 8 octobre 2003.

**GEVAERT Pierre- 2009.** *La famine mondiale est imminente.* Editions Alphée. 2009

**GAUTHIER Nicolas – 2013.** *Vous voulez rendre service à l'Afrique ? Foutez lui la paix.* Boulevard Voltaire 12 octobre 2013.

**GUILLOU Marion et MATHERON Gérard - 2011 .** *9 Milliards d'hommes à nourrir – Un défi pour demain.* François BOURIN Editeur SOCIETE . 2011

**HAREL Xavier – 2006.** *Afrique, pillage à huis clos.* Fayard 2006

**HIBBERT Adam- 2004.** *Le trafic d'armes.* GAMMA 2004.

**HUFTY M - 2001.** *La gouvernance internationale de la biodiversité.* Etudes Internationales Vol.32, N°1 2001.

**IFDC/CIRAD/ICRAF/NORAGRIC – 1996.** *Phosphate Rock Initiative, case studies , synthesis Report . An assessment of phosphate rock as a capital investment, evidence from Burkina Faso, Madagascar and Zimbabwe.* Prepared for the World Bank by support and supervisor team. April 1997.

**INTERNATIONAL CENTRE FOR BIOSALINE AGRICULTURE – 2004.** *Promising new frontier in agriculture and development.* DUBAI 2003/2004.

**INTERNATIONAL CENTRE FOR BIOSALINE AGRICULTURE – 2004.** *Profits from salinity.* Seminar for investors. Dubai Chambre of Commerce and Industries. 07/06/2004.

**KEROUEDAN Dominique – 2012.** *La santé en Afrique : pourquoi la France, et l'Europe devraient être plus engagées.* Fiel Actions Science Reports. Special issue 04/2012.

**LAFARGE François- 2005.** *La Chine, une puissance africaine ?* Juillet- Aout 2005.

**LACOSTE Eva – 2011.** *Madagascar, l'île au Trésor. Enquête sur l'accaparement des terres en Afrique.* Goliath Hebdo N° 204- Semaine du 29/09 au 05/10/2011.

**LEGER Laurent- 2006.** *Trafics d'armes, le scandale : enquête sur les guerres sales.* Alternatives Internationales N° 033. 2006.

**LE STUM Hervé- 1998.** *Le droit de se protéger- Les agricultures des pays riches se sont développées grâce à de solides mesures de soutien et de protection : pourquoi les pays du Sud ne pourraient-ils pas en faire autant ? Tout le monde y gagnerait... **Courrier de la Planète N° 43 Janvier- Février 1998.***

**LEYMARIE Philippe- 2005.** *Les nouveaux chiens de guerre .* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**LINARD André- 2005.** *L'économie cotonnière en danger.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » . Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**LUGAN Bernard – 2003.** *God bless Africa: contre la mort programmée du continent noir .* Editions Carnot Chatou – 2003.

**LUGAN Bernard- 2011.** *Décolonisez l’Afrique.* Ellipses . 2011

**MANKOU Brice Arsène – 2007.** *Le tribalisme, source de violence politique et ethnique en Afrique.* Le Portique 5- 2007 (Revue de Philosophie et de Sciences Humaines).

**MATHIEU M. -2000.** *La corruption au quotidien dans un programme de coopération au développement au Sénégal .* 2000

**MAZURE Laurence – 1996.** *De la lutte contre le communisme à la défense des compagnies minières lucratives reconversion des mercenaires sud-africains.* Le Monde diplomatique Octobre 1996

**M’BAYE Sanou – 2005.** *Dans le piège de la Mondialisation.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » . Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**MBEKI Moeletsi – 2010.** *Sécurité et développement de l’Afrique subsaharienne.* Commandement des Etats Unis pour l’Afrique. Janvier 2010.

**MDG Mouvement de Démocrates Gabonais- 2011.** *Exploitation d’une gigantesque mine de fer dans l’aire protégée de Belinga.*

**MEDOU- MENGUE Célestin- 2002.** *Les aires protégées en Afrique : perspectives pour leur conservation.* VERTIGO Vol 3 , N° 1. Avril 2002.

**MONIER Françoise, LEERS Yves et BARRIERE Michèle- 2002.** *Pénurie d’eau, quelles solutions pour l’Afrique ?* L’Express International. N° 2641- 14 – 20/02/2002.

**MOYO Dambisa- 2009.** *L’Aide fatale. Les ravages d’une aide inutile et de nouvelles solutions pour l’Afrique* .J.C. LATTES. 2009.

**NAÏR Sami – 1998.** *La fuite des élites est la forme nouvelle du pillage du tiers- monde.* Le Monde 05/05/1998.

**NONGA Jean-Claude Aimé – 2009.** *L’esclavage spirituel et l’emprise sectaire en Afrique : le cas du Cameroun .* 2009

**OFFICE CONTRE LA DROGUE ET CONTRE LE CRIME- 2005.** *La criminalité transnationale organisée dans la Région d’Afrique de l’Ouest.* Avril 2005.

**ONU – 1999.** *Illicit trafficking in small arms.* Report of African Regional Workshop on 02/08/1999.

**ONU- 2006.** *Arm flow to Africa (Lien entre trafic et pauvreté) .* AG de l’ONU du 27/06/2006.

**POMPEY Fabienne – 2009.** *Sectes : OPA sur l’Afrique.* Jeune Afrique 11/08/2009

**POUR Maxime – 2013 .** *HAARP, un programme américain de guerre climatique ? Etudes Géostratégiques –* Diplôme de Sciences Politiques Aix- 04/01/2013

**POURTIER Roland – 2003.** *Migrations et conflits en Afrique.* Conférence 13/03/2003

**RAKOTO RAMIARANTSOA Hervé- 1995.** *Regards ou c’est en écartant les feuilles que l’on trouve les racines .* Mémoire de HDR , Université de Paris X 1995.

**RAKOTO RAMIARANTSOA Hervé- 2012.** *Géopolitique et Environnement. Les leçons de l'expérience malgache.* Editions IRD. Novembre 2012.

**RAMONET Ignacio – 2005.** *Un continent en mutation* . Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**RWABAHUNGUE Marc- 2012.** *Législation, sécurisation et conflits fonciers en Afrique.* Forum Mondial de la Société civile 16 à 18/08/2012.

**RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François- 1997.** *La question rizicole à Madagascar : résultats d'une décennie de libéralisation.* **ORSTOM/INSTAT 1997.**

**RIEDACKER Arthur et TEXIER Pierre – 2010.** *Agriculture en Afrique : état des lieux, les défis pour nourrir un milliard d'Africains supplémentaires en 2050.* Conférence à UNIAGRO/ Paris- 14 décembre 2010

**ROBERT Anne- Cécile – 2004.** *L'Afrique au secours de l'Occident.* Les Editions de l'Atelier. Paris 2004

**ROCHE Marc- 2011.** *Le capitalisme hors la loi.* Albin Michel- Septembre 2011

**SACHS Jeffrey – 1999.** *Réformons le FMI et la Banque mondiale. Les deux organisations ont perverti leur rôle et tentent aujourd'hui de régenter le monde ou du moins les pays les plus pauvres.* Libération. 08/10/1999.

**SAXE-COBOURG (de) Léopold (Léopold II roi de Belgique)- 1883.** *Mission assignée aux missionnaires par le roi Léopold II de Belgique.* Discours prononcé en 1883 devant les missionnaires se rendant en Afrique.

**SEGUY Lucien et BOUZINAC Serge – 1999.** *Cultiver durablement et proprement les sols de la Planète en Semis Direct* . CIRAD- EMBRAPA Juin 1999

**SEGUY Lucien , BOUZINAC Serge et partenaires brésiliens- 2008.** *La symphonie inachevée du Semis Direct dans le Brésil Central : le système dominant dit de semis direct, limites et dégâts, éco-solutions et perspectives. La nature au service de l'Agriculture durable.* CIRAD, EMBRAPA, AGRO NORTE, UEPG 2008.

**SERSIRON Nicolas- 2009.** *Crise au Sud ou Systémique du sous développement ?* CADTM 8 mai 2009.

**SERVANT Jean-François -2003.** *Offensive sur l'or noir africain.* Le Monde Diplomatique Janvier 2003.

**SEVAISTRE Patrick- 2009.** *L'Afrique, futur géant agricole ? Un rôle nouveau pour le secteur privé dans l'agriculture africaine.* MOMAGRI. Institut Thomas Moore . 13/10.2009.

**SOGGE David – 2004.** *La nécessaire réforme de l'aide internationale.* Le Monde diplomatique Septembre 2004.

**SOLAY Jean-Freddy – 2013.** *Soutenons les éleveurs et leur patrimoine contre l'accaparement de vastes surfaces de terres par la Société TOZZI GREEN à Madagascar* . 13/11/2013

**STIGLITZ Joseph E. – 2005.** *FMI, la preuve par l'Ethiopie.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**TANARES Pierre Francklin- 2005.** *Pourquoi tous ces coups d'Etat ?* . Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**TRAORE Aminata D. – 2005.** *L'oppression du développement.* . Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**VIGNAUX Barbara- 2005.** *Le paludisme, maladie oubliée.* Le Monde diplomatique N° Spécial « Résistances africaines » .Manière de voir N° 79. Février- mars 2005.

**WAUTHIER Claude – 2007.** *Sectes et prophètes d'Afrique Noire* Editions du Seuil **04/02/2007**

**X. – 2012.** *Compagnies aériennes africaines et compétitivité : réussir face aux enjeux.* Paix et Développement . 13/03/2012

**YESSOUFOU SALIOU Mohamed- 1999.** *Mondialisation, la fringale Yankee : dans le bazar des relations commerciales, l'oncle SAM est décidé à s'offrir les meilleures parts de marché, au détriment du reste du monde, l'Afrique en tête.* Jeune Afrique Economie. N° 299 – 29/01 – 12/12/1999

**YESSOUFOU SALIOU Mohamed- 1998.** *Faut-il brûler l'ajustement structurel ?* Jeune Afrique Economie 13/04 à 03/05/1998

**ZAFIMAHOVA Serge – 2012.** *La maîtrise du Développement à travers les enjeux du secteur minier à Madagascar.* **CDE 30/03/2012**

**ZIEGLER René – 1978.** *Main basse sur l'Afrique, la recolonisation.* Points Actuels 1978